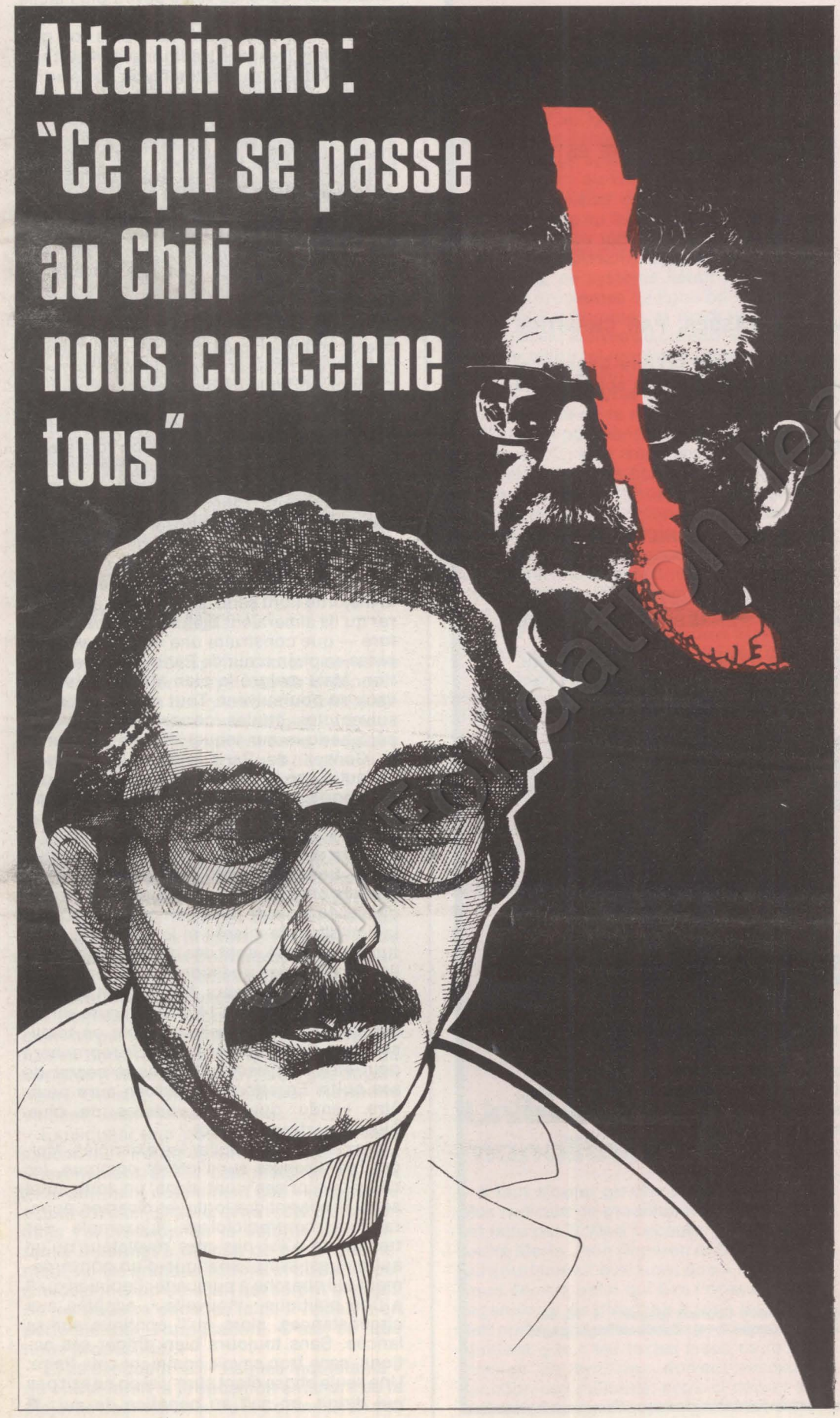
l'unité

N° 102 -3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 15 au 21 Mars 1974

Altamirano: "Ce qui se passe au Chili nous concerne tous"



LA MAUVAISE CONDUITE

Valéry Giscard d'Estaing a le goût des formules définitives. C'est lui qui rappelait, sentencieusement, il y a peu que l'économie française serait conduite. On aimerait savoir par qui, où, et comment.

Un exemple entre mille, celui des transports. Depuis des années le Parti socialiste demande de privilégier les transports en commun. De les adapter à l'époque. Pour rendre les villes au piéton. Pour éviter un gaspillage économique fabuleux. Pour limiter la fatigue des salariés. Le Pouvoir ne semblait point entendre. Pour lui un seul dieu : la voiture particulière. On lui a sacrifié le cœur des villes, les transformant en goulet d'étranglement ou en parking. On a sacrifié les quartiers périphériques, les bâtissant en fonction des transports privés avec les conséquences que cela comporte pour des millions de travailleurs. On a massacré des campagnes en les coupant en deux par des rubans autoroutiers. Dans le même temps la S.n.c.f. fermait des gares, mais des camions de 40 tonnes dévalaient sur les routes.

Tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes. Circuler en ville devenait impossible, les heures perdues s'ajoutaient aux heures perdues, les morts aux morts. Mais les constructeurs de voitures se frottaient les mains, les pétroliers avaient le sourire, les entrepreneurs d'autoroutes — à péage évidemment — intervenaient pour

(Suite en page 2)

"Charlie" est-il borgne ?

Sommaire

3 **PARTI SOCIALISTE : L'ARTICLE 16 EN QUESTION, PAR ANTOINE VIOLET.**
L'élection des organismes de direction, c'est-à-dire l'article 16 des statuts, sera sans doute le débat principal du Congrès de Suresnes.

4 **ENERGIE : DES ECONOMIES DE BOUTS DE CHANDELLES, PAR GUY PERRIMOND.**
Qu'il s'agisse des problèmes financiers, technologiques ou scientifiques, le plan Messmer ne répond pas aux besoins de la France. Pire, il met en péril sa situation future.

B. 52 : C'EST LA GUERRE

5 **BANQUES : CES PATRONS QUE « VOTRE ARGENT INTERESSE », PAR MICHELE BACKMANN.**

6 **EDITORIAL : UNE CAMPAGNE QUI S'IMPOSE, PAR CLAUDE ESTIER.**

7 **CHANGER LA VIE POLITIQUE**

8 **GREVES : LA CARAVANE NE VEUT PAS PASSER, PAR CHRISTINE COTTIN.**
A travers la fermeture de Semm, c'est toute une région, la Loire-Atlantique, qui se sent menacée. C'est pourquoi la détermination et la solidarité ne font pas défaut.

11 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE**

12 **CARLOS ALTAMIRANO : « CE QUI SE PASSE AU CHILI NOUS CONCERNE TOUS »**

14 **BREJNEV-POMPIDOU : PLEINS D'ARRIERE-PENSEES, PAR CLAUDE FUZIER.**
La querelle Paris-Washington : péripétie des rivalités du club capitaliste. Pompidou aurait tort de croire que c'est à un autre titre que Brejnev l'accueille.

15 **AEROPORT : CHARLIE EST-IL BORGNE ?, PAR JOSETTE BARBIERI.**
Le radar de Roissy est contesté. Pour les uns, il y a des « trous » dans la détection et donc dans le guidage des avions. Pour les autres, ces trous ont tendance à disparaître. De quoi inquiéter...

17 **CHANGER LA VIE CULTURELLE**

18 **CINEMA : L'HERBE VERTE DES IMMIGRES, PAR SERGE RICHARD.**
La Suède du 19e siècle, c'est le Portugal d'aujourd'hui. Avec un sous-prolétariat sans terres et sans espoir... sauf l'exil vers l'« Eden » américain.

19 **LES VRAIS SCANDALES DE LA SANTE : III LES OUBLIES, PAR DENISE DECORNOY.**
Un Français sur six a besoin d'assistance permanente : les infirmes, les handicapés, les vieux, tous ceux que la société a blessés ou traumatisés. Tous ou presque passent par l'hôpital et le médecin. Sauvés, mais pas toujours « récupérés », ils survivent mal et à l'écart.

24 **DE A JUSQU'A Z, PAR HENRI-FRANÇOIS REY**

PHOTOS ET DESSINS :
Barrigues (page 17) ; Gérard Bloncourt (page 20) ; Jean-Pierre Coureuil (pages 1, 4, 15, 19) ; Fotolib (pages 9, 11, 12, 20, 21, 22) ; Guena (page 13) ; Teich (pages 7, 14) ; Zaï-Denis Paget (pages 12-13).

→

modifier les tracés (voir notre article page 4). En un mot tout était normal : les Français payaient.

Avec la crise du pétrole l'inquiétude vint : la fête allait-elle finir ? L'interrogation fut de courte durée. Premier temps : on augmenta l'essence. La sélection par l'argent jouant, la circulation dans les villes devint plus facile. Pourtant il fallait que le gouvernement montre sinon son efficacité, au moins son goût de l'action. Il est des traditions qu'il faut sauver. Ce fut le plan Messmer (voir notre article page 4). Pêle-mêle on promit aux Français des restrictions — sur le chauffage des appartements — et des transports en commun : Lyon à 2 heures de Paris en 1980, Marseille à 4 h 33. Puis des couloirs pour autobus et des banquettes améliorées dans le métro. A Paris, on pouvait imaginer que la voie express rive gauche ne résisterait pas aux nouvelles circonstances et à l'augmentation prévisible du coût des travaux. Le groupe socialiste au Conseil de Paris avait posé au préfet une question à ce propos. Le préfet répondit qu'effectivement la voie express coûterait plus cher et qu'il faudrait prévoir en 1975 un « complément de financement » dont le montant exact ne peut encore être évalué. Mais à aucun moment il ne laissait penser que ces travaux seraient remis en cause. En contradiction totale avec les discours gouvernementaux prévoyant un développement des transports en commun. C'est pourquoi Claude Estier et Georges Sarre viennent de déposer une question orale afin de provoquer un débat sur l'opportunité d'ouvrir les travaux. Car il est évident aujourd'hui — et de nombreux membres de la majorité l'ont senti, allant jusqu'à murmurer qu'ils aimeraient bien mettre fin à l'aventure — que construire une nouvelle voie express en plein cœur de Paris est une aberration. Mais malgré le plan Messmer les travaux se poursuivent. Tout comme se poursuivent les études concernant le superpériphérique sur lequel doit se prononcer le Conseil de Paris. Alors, qui dirige ?

Faut-il, en se limitant au problème des transports, rappeler ces phrases de Messmer II prononcées à Sarrebourg, le 5 janvier 1974 : « Je peux vous préciser qu'en 1973 le nombre des morts sur les routes et autoroutes a diminué de 600 par rapport à 1972. C'est la preuve que les mesures que j'ai décidées au mois de juillet, en ce qui concerne la limitation de vitesse et le port de la ceinture de sécurité, sont des mesures efficaces. Il n'est donc pas question de revenir sur ces décisions ». Le 6 mars, Messmer III décidait de relever la vitesse à 140 km à l'heure sur les autoroutes. Dans quelques mois on totalisera les morts que Messmer II reprochera peut-être à Messmer III dans le secret de ses nuits. En attendant Citroën aura peut-être vendu quelques voitures de plus. Alors, qui dirige et quoi ?

On pourrait multiplier les exemples. Malgré les discours sur l'intérêt commun, les décisions prises vont dans un tout autre sens. Et suivant des logiques diverses, apparaissent contradictoires. L'exemple des transports n'est pas plus révélateur qu'un autre. Il est symptomatique d'un gouvernement qui cherche à persuader l'opinion qu'il a une politique « nouvelle », adaptée aux circonstances, alors qu'il continue sur sa lancée. Sans toujours bien diriger ses actions, sans trop savoir comment cela finira. Une seule chose étant sûre : si on ne sait pas qui dirige, on sait au bénéfice de qui. ■

Parti socialiste L'ARTICLE 16 EN QUESTION

Les 23 et 24 mars prochain, à Suresnes, le Parti socialiste, réuni à nouveau en Congrès, va réexaminer, modifier et compléter les statuts qu'il s'était donnés il y a près de trois ans lors de sa naissance à Epinay. Débat austère mais qui n'est évidemment pas sans signification politique, car si le plus grand nombre des 89 articles des statuts actuels se bornent à fixer des règles de fonctionnement administratif du Parti, quelques-uns conditionnent directement son image à l'extérieur, son rayonnement et donc ses possibilités de développement. Ainsi l'article 4 concernant l'organisation des sections et les conditions de leur création dans une aire géographique, dans une entreprise ou une université. Ainsi l'article 18 relatif à la désignation des candidats aux élections politiques. Ainsi encore les articles 22 et 23 portant sur l'organisation du Mouvement de la Jeunesse et des Etudiants socialistes. Ainsi surtout l'article 16 qui traite de l'élection des organismes de direction et autour duquel semble devoir se fixer le principal débat.

La proportionnelle maintenue

Sur ce point précis, il faut noter que nul ne remet en question le système de la proportionnelle pour la désignation du Comité directeur et des organismes dirigeants à tous les niveaux. Système qui est dans la logique même de l'existence reconnue de plusieurs courants de pensée au sein du Parti.

La discussion est donc essentiellement entre ceux qui veulent maintenir l'article 16 dans son texte actuel (Pierre Joxe, André Laignel) ou qui veulent seulement le compléter sans en modifier le fonctionnement (Jean-Pierre Chevènement, Gilles Martinet, Didier Motchane, Georges Sarre) et ceux qui veulent reporter la proportionnelle sur le ou les textes issus de la Commission des résolutions du Congrès, tout en soulignant que la représentation de chaque courant de pensée demeurera conforme au vote indicatif exprimé par les militants sur les motions diffusées dans le cadre de la préparation du Congrès (Pierre Beregovoy, Georges Dayan, Henri Delisle, Roger Fajardie, Raymond Vaillant, Jean-Pierre Worms).

Expliquant leur position dans le numéro spécial du « Poing et la Rose », Jean-Pierre Chevènement et les cosignataires de son texte affirment notamment que « le système actuel est clair, simple, évite toute distorsion dans l'expression de la volonté des militants. Il permet à chacun de peser directement sur les grandes options et de participer à la désignation de ceux qui seront chargés de les traduire dans les faits. Il restait à en perfectionner l'application. C'est ce que nous proposons. »

Et ils évoquent les « risques inquiétants » qu'entraînerait la proposition émanant de la majorité des membres de la Commission des structures désignée par le Comité directeur du Parti. « On ne voit pas comment, écrivent-ils, une telle règle pourrait vraiment s'appliquer au niveau des fédérations sans laisser les minorités à la merci de la majorité. Ensuite, un tel système favoriserait l'éclatement du Parti au vote indicatif au profit de féodalités locales désireuses de négocier leurs mandats au meilleur prix. Il avantagerait les grosses fédérations qui pourraient discuter de puissance à puissance. En troisième lieu, ce système lierait inextricablement les problèmes de ligne politique et les problèmes d'hommes et rendrait possibles certaines exclusives du courant le plus puissant sur tel ou tel représentant des courants minoritaires. Enfin, cette proportionnelle biaisée éloignerait la décision des militants sous prétexte de la rendre au Congrès. »

A quoi les partisans de la nouvelle formule rétorquent : « La représentation proportionnelle à tous les échelons donne l'assurance que l'apport propre de chaque courant de pensée est reconnu et garanti. Il ne saurait être question de la remettre en cause.

« C'est pourquoi la modification de l'article 16 que nous préconisons maintient la représentation des courants dans les organismes directeurs sur la base du vote indicatif, ainsi que cela a été décidé à Epinay-sur-Seine. Elle se borne à ajouter une disposition qui nous paraît dans la logique du système et selon laquelle la proportionnelle régira également le partage entre la majorité et la minorité du Parti sur la base des textes issus de la Commission des résolutions, elle-même composée à la proportionnelle du vote indicatif. Cela permettra au Congrès souverain de rechercher les synthèses nécessaires dès le début de ses travaux et de consacrer ses débats aux choix fondamentaux, au lieu d'être saisi dans l'ultime séance des textes qui engageront la vie du Parti pour deux ans. Il est juste et normal que la proportionnelle, au terme de nos débats, détermine les relations entre la majorité, qui assumera la direction, et la minorité, qui assurera le contrôle. Il sera loisible au Congrès de déterminer la meilleure façon d'appliquer l'article 16 sur le plan fédéral dès lors que la proportionnelle demeure la règle à tous les niveaux. »

Unité et monolithisme

Il faut ajouter qu'une proposition encore plus radicale de modification de l'article 16 est faite par Robert Lucente, Paul Lussault, André Meric, Jean Poperen et Colette Audry, qui soutiennent eux aussi que « le vote politique décisif, celui qui fixe l'orientation des organismes de direction à tous les niveaux doit porter sur les textes de synthèse », mais ajoutent que « les textes issus de la Commission de synthèse doivent recevoir la sanction des militants, ceux-ci devant avoir le dernier mot ». Ce qui signifierait dans la pratique qu'il y aurait un nouveau vote dans les sections à l'issue du compte rendu du Congrès.

Un quatrième courant, celui de la « Bataille socialiste », ne traite de l'article 16 qu'au niveau des organismes fédéraux et se préoccupe surtout de la représentation des minorités à ce niveau. Son texte, signé par ses six représentants au Comité directeur, déclare notamment :

« Diversifié dans l'action, le Parti socialiste doit l'être également dans la pensée. Il est sain que chaque militant puisse participer à la construction idéologique du Parti. Pour cela, une organisation socialiste doit savoir affronter les débats à tous les niveaux. Ecole de démocratie et de responsabilité, le Parti ne peut l'être que si, pour alimenter la totale liberté de discussion, on développe une formation idéologique sérieuse. C'est là aussi la condition pour construire un parti de militants et non une association de défense d'intérêts divers. Dès lors, il est normal que différents courants de pensée existent et par conséquent s'expriment, l'unité n'est pas le monolithisme. »

En fait, le Parti socialiste a prouvé depuis trois ans que le monolithisme n'est pas le principal danger qui le menace. L'exploitation systématique que font ses adversaires des discussions qui se déroulent en son sein sont au moins la preuve qu'une vie démocratique y existe, plus que dans tout autre parti français. Il s'agit non de la museler, mais de faire en sorte qu'elle s'exerce mieux encore pour accroître à la fois l'audience et l'efficacité du Parti.

C'est bien à cela que doit servir le Congrès de Suresnes qui aura également — car il est difficile de ne parler que de statuts — à se prononcer sur une résolution générale précisant la position du P.s. sur les grands problèmes politiques, économiques et sociaux inscrits dans l'actualité.

ANTOINE VIOLET

Une fête et une campagne

Le Comité directeur de samedi dernier a notamment décidé :

— l'installation du Parti dans de nouveaux locaux avant la fin de l'année ;

— la participation de plusieurs de ses membres à la Convention nationale des officiers et sous-officiers de réserve pour l'armée nouvelle ;

— l'organisation, les 22 et 23 juin, d'une fête du Parti, décentralisée dans tous les départements ;

— le lancement d'une grande campagne contre les inégalités en France. Pour soutenir cette campagne, un numéro spécial couplé de « Combat socialiste » et de « l'Unité » a été tiré à 200 000 exemplaires.

Energie

DES ECONOMIES DE BOUTS DE CHANDELLES

Qu'il s'agisse des problèmes financiers, technologiques ou scientifiques, le plan Messmer ne répond pas aux besoins de la France. Pire, il met en péril sa situation future.

Le lundi un conseil interministériel. Le mardi un conseil restreint. Le mercredi un conseil des ministres. Le tout laborieux, long — dit-on — hésitant. Avant cela des travaux d'experts, des marchandages. Pour en arriver le 6 mars au soir à voir le visage figé du toujours nouveau Premier ministre présenter aux Français le plan sur l'énergie qui porte son nom.

Un plan qui prouve que pas plus que dans le passé la politique énergétique de la France n'est définie démocratiquement. Un plan qui fait payer aujourd'hui aux Français les conséquences des aberrations d'hier et décide pour demain des mesures dont il faudra bien qu'ils paient, tôt ou tard, la note.

Et celle de mars 1974 est salée : l'électricité, le gaz, le charbon. C'est-à-dire qu'outre l'incidence sur l'augmentation du prix du chauffage, tout va, dans les prochains mois, subir le contrecoup de l'augmentation du prix du pétrole. Si, prévoyants, les industriels avaient déjà «anticipé», ils pourront aujourd'hui «répercuter». Il n'y a pas de petits bénéfices.

Deuxième volet du plan : les économies. Pour maintenir pendant un temps la consommation globale d'énergie au niveau actuel, puis dans l'avenir limiter à 3 % au lieu de 5 % la croissance de la consommation annuelle.

Et ce plan ambitieux se limite, pour l'essentiel, à réduire à 20° la température des logements. Comment ? Mystère. En instaurant des brigades spéciales ? En rationnant ?

Puis viennent, objet d'une sollicitude récente, les projets sur les transports en commun : S.n.c.f., R.a.t.p. pourront améliorer, créer, rationaliser leurs matériels, accroître leur efficacité. Dans quelques années, évidemment. Pour inciter les automobilistes à utiliser les transports en commun qu'un jour nous aurons, il est prévu une sévérité accrue à l'égard des voitures en stationnement. Olivier Guichard veillant au grain, la vitesse autorisée sur les autoroutes a été remontée à 140 kilomètres à l'heure. C'est, a précisé le ministre de l'Equipement, que les économies faites — enfin, espérées — sur le



B.52: c'est la guerre



B 52 va atteindre Toulon. Ce n'est pas un avion, mais une autoroute et si les dégâts ne sont pas du même genre, ils n'en seront pas moins dramatiques pour la région varoise. Cette autoroute Aubagne-Toulon, la fameuse B 52, vient d'être à nouveau dénoncée par les habitants de la région. L'ensemble des défenseurs de la nature, les habitants de Toulon, les paysans de la région du Beausset sont tous opposés au tracé sud choisi par l'administration. Mais tous ont eu tort contre elle.

Ce tracé sud a pour vice fondamental de couper en deux la plaine du Beausset. C'est-à-dire la ruiner à court terme et la désertifier à long terme. Cette plaine, tenue à l'écart des axes routiers depuis des millénaires, a été enrichie par le patient labeur des paysans. Si le limon y est fertile, l'équilibre hydrologique est fragile. Le ruban autoroutier coupera en deux bon nombre d'exploitations : les indemnités d'expropriation que percevront les paysans peuvent être jugées relativement importantes. Elles ne les empêcheront pourtant pas de devoir se reconvertir. Ailleurs. Et lorsque ces paysans ne « tiendront plus la terre », le régime hydrologique de la plaine sera bouleversé. Malgré les protestations des habitants des scientifiques, le rouleau compresseur de l'administration a avancé. Et la société concessionnaire Escote a commencé sa tâche : elle mord aujourd'hui aux deux extrémités de la plaine.

Pour faire bonne mesure, le fameux tracé sud choisi par Olivier Guichard aborde Toulon. La B 52 doit le traverser, ce qui signifie ajouter 20 000 voitures par jour dans une ville où 16 000 véhicules se bousculent d'ouest en est chaque jour selon les deux axes principaux — le boulevard de Strasbourg et le port — et au gré des heures. Ce qui fait dire aux Toulonnais que ce n'est même plus un canular, mais du délire. C'est à se demander si cette ville a un maire ? Pourtant il en existe un — de droite : Maurice Arreckx. Interrogé, il a répondu que, pour toute cette affaire, il s'en remettait à l'administration. La seconde vedette locale, Simon Lorière, député U.d.r. de fraîche date, semble s'en remettre également à l'administration. A l'opposé, les socialistes reprennent l'ensemble du dossier, montrant que la B 52 peut être détournée de Toulon et que la plaine du Beausset peut encore être sauvée. La société Escote, qui redoute un procès au Conseil d'Etat, met les bouchées doubles. C'est qu'en septembre 1973, « le Canard enchaîné » publiait un article, « L'autoroute de la mafia », où étaient examinées les relations entre l'administration, les carriers et les concessionnaires d'autoroutes. Et les Varois aimeraient bien savoir aujourd'hui s'il y a eu ou non trafic d'influence pour la B 52. Et si oui, lesquels ? En attendant, Guichard laisse faire et reste silencieux : il ne répond même plus aux questions écrites que lui posent les députés. Le 17 novembre 1973, Pierre Gaudin, député socialiste du Var, demandait au ministre si, devant l'importance des faits juridiques avancés — plusieurs procès contre l'autoroute et Escote — il n'y avait pas lieu d'interrompre les travaux. Les travaux ont continué et le ministre n'a pas trouvé le temps, dans le délai des deux mois réglementaires, de répondre. Après tout, Guichard, maire de La Baule, qui veut couper en deux les salins de Guérande par une rocade autoroutière, est un récidiviste.

chauffage seront trois fois supérieures aux dépenses de carburant effectuées sur les autoroutes. Alors, pourquoi se priver ? Quant aux accidents... on ne peut pas à la fois faire plaisir aux constructeurs et à ceux qui vont mourir.

Enfin, élément déterminant du plan : le nucléaire. Treize tranches nucléaires commandées en deux ans, 15 milliards (estimés)d'investissement,une grande œuvre à la taille du régime. Mieux que Tancarville et Concorde réunis. Nous serons, en Europe, les premiers. Nous étions aussi les premiers en ce qui concerne la consommation du pétrole....

Car, au-delà des mots, il s'agit de prendre la mesure exacte du problème, d'estimer et de juger — pour aujourd'hui et pour demain — les décisions gouvernementales. Les choix d'aujourd'hui auront en effet des conséquences futures que d'autres que Pierre Messmer devront supporter.

L'énergie idéale est facile à définir. Mais moins facile à trouver. Ses critères sont connus : réserves illimitées, ou renouvelables, nationales dans la mesure du possible, d'une utilisation facile et multiple.

Ne pouvant trouver une énergie répondant à ces impératifs, une politique réaliste devrait tendre à ne pas se limiter à une seule source — même si momentanément elle est plus rentable. Diversifier, en l'occurence, c'est prévoir. Ce que l'on n'a pas fait en privilégiant le pétrole, il y a quelques années. Alors qu'en 1950 il ne représentait que 17,7% de notre approvisionnement énergétique total, en 1972 il était passé à 64,5% de ce total. Ceci explique, pour l'essentiel, les difficultés actuelles.

Pour cela, on avait fermé des mines, stoppé des centrales au charbon, fermé des usines de production de gaz, limité l'expansion de l'énergie hydraulique, quasiment arrêté le nucléaire après avoir mis la filière française aux oubliettes. Car le «tout pétrole » répondait aux intérêts des firmes multinationales maîtresses des robinets. Le modèle de consommation établi relevait du gaspillage pur et simple. Et, en écho au « tout pétrole », l'E.d.f. nous proposait — et nous propose encore — le « tout électrique ». Ce qui n'a pas plus de sens.

Car, avant même de parler du futur et des besoins de demain, il est possible d'agir sur la consommation d'aujourd'hui. Non pas en limitant le chauffage des particuliers, mais par exemple en utilisant les «pertes» des centrales. Sur ce point, les techniciens sont formels : «Le rendement d'une centrale thermique est de 40%, contre 32% pour une centrale nucléaire. Les 60% ou 68% manquants se perdent, sous forme de chaleur, dans l'atmosphère. En 1972, on a produit 119,8 milliards de kWh. Ce qui signifie que l'on a «perdu» l'équivalent de 12 millions de tonnes de fuel.

« Or, une grande partie de cette énergie aurait pu être utilisée à peu de frais pour le chauffage urbain. Si cette technique est utilisée dans les usines chimiques importantes, à Paris par exemple, le réseau de chauffage urbain n'est alimenté que pour 1,71% de cette manière. Des centrales thermiques implantées à côté de ce réseau n'y sont pas branchées. Pour les quatre tranches nucléaires de Bugey (Ain) on a calculé que leur refroidissement élevera de 7 à 11° l'eau du Rhône. Avec ces calories dépensées en pure perte, on pourrait chauffer toute l'agglomération lyonnaise ! L'incinération des déchets urbains permettrait, si on récupérait la chaleur, d'économiser 2 millions de tonnes de pétrole par an. A l'heure actuelle, leur destruction se fait — sauf à Strasbourg — en pure perte. En se limitant à une amélioration du rendement des centrales où un combustible est brûlé, amélioration techniquement réalisable, on économiserait 6 millions de tonnes de fuel et 1 milliard de mètres cubes de gaz par an. »

Les spécialistes de la combustion du charbon sont eux aussi formels : « Pour les seules cimenteries, industrie grande consommatrice de fuel, l'utilisation de charbon pulvérisé, même de mauvaise qualité, permettrait — sans problème supplémentaire pour l'environnement — une économie de 2,7 millions de tonnes de fuel par an. Aujourd'hui, l'utilisation dans de bonnes conditions de rendement du charbon français est possible : il suffirait de le vouloir. » Chez ceux du Gaz de France, même son de clo-

→

Banque

Ces patrons que "votre argent intéresse"

Un patronat qui ne veut pas céder, des grévistes décidés, soutenus par cinq organisations syndicales présentant un programme revendicatif commun : dans tout le secteur bancaire, c'est l'affrontement. Au début de la semaine, on estimait que le personnel des banques était en grève à 60 %. Dans certaines villes, ce pourcentage était même nettement dépassé : 90 % de grévistes à la B.n.p. de Quimper, 100 % à Porto-Vecchio, Corse, où tous les guichets étaient fermés mardi, 70 % à Nîmes où le représentant local de l'A.p.b. (Association professionnelle des banques) a préféré fermer tous les établissements, de crainte d'une occupation. A Lyon et Marseille, tous les centres de la B.n.p. étaient fermés. A Paris, enfin, les grévistes qui occupent le siège du Crédit lyonnais, rue de Richelieu, reçoivent l'ordre d'évacuer les lieux. Les patrons des banques, en effet, ne reculent pas devant l'emploi de la force : le 12, à 7 h du matin, 5 cars de police arrivent à l'entrée du centre comptable de la B.n.p., rue Jules-César, à Paris, près de la gare de Lyon. But : empêcher les piquets de grève de se former.

Paradoxalement, le patron de la « Banque des banques » cède. Lundi, les grévistes du siège central de la Banque de France, après avoir voté à 78 % la reprise du travail, acceptent les propositions de la direction. Ils ont obtenu le paiement de leurs deux semaines de grève, une prime de 390 F au titre de la productivité, un crédit de 0,32 % de la masse salariale annuelle pour des restructurations catégorielles. Pourquoi Olivier Wörmser, qui n'avait pas hésité, le jeudi précédent, à faire occuper la Banque de France par la police, a-t-il cédé ? Une chose est sûre : le gouverneur de la Banque de France, aux commandes depuis avril 1969, a été dépassé par ce conflit qu'il n'attendait pas.

Agé de 61 ans, ce haut fonctionnaire lettré, silencieux et froid, qui a fait toute sa carrière au Quai d'Orsay, avant d'être nommé — à la stupéfaction générale et grâce à Couve de Murville — gouverneur de la Banque de France, est un homme qui peut parler avec talent de Montesquieu. Mais beaucoup pensent qu'il est totalement inapte à comprendre un conflit social. Une anecdote le dépeint : il a trouvé très « mal élevé » de la part des grévistes de bloquer les portes de la banque. Sa personnalité seule n'explique pas tout : on ne peut penser sérieusement qu'il a fait des concessions aux grévistes sans l'accord du ministre des Finances. On ne peut que s'étonner, alors, de l'attitude de plus en plus dure des autres patrons des banques, qui ne manifestent aucune volonté de négocier.

Car, que ce soit à la B.n.p. ou au Crédit lyonnais, la négociation piétine. Alors que les syndicats démontrent que « les banquiers peuvent payer » — les profits des banques ont augmenté de 60 % en 1970-1971 — l'Association professionnelle des banques, où sont regroupés tous les patrons de la banque, sauf ceux du Crédit agricole et du Crédit populaire, bloque toute véritable négociation.

Lors de sa dernière réunion paritaire avec les syndicats, le 6 mars, l'A.p.b. a accordé 3 % d'augmentation à partir du 1er avril. On est loin du salaire d'embauche à 1 300 F réclamé par les grévistes. « De plus, explique un syndicaliste, les gens ont vraiment l'impression qu'on s'est moqué d'eux. Cette réunion, qui devait avoir lieu en avril, a été avancée : on n'a fait que nous donner ce qui aurait été accordé fin avril. Sans plus. »

Aujourd'hui Yves Thomazeau, président de la commission paritaire, affirme : « La délégation patronale ne peut aller plus loin dans les propositions qu'elle a faites. »

Qui gouverne cette Chambre patronale des banquiers ? La liste des membres du conseil de l'A.p.b. est révélatrice. Président : le baron Rodolphe Hottinguer, 72 ans, membre du comité directeur du patronat français, président de la banque (anglaise) Grindlay Ottomane et vice-président de Kléber-Colombes. Les vice-présidents sont au nombre de trois : François Bloch-Lainé, 62 ans, président du Crédit lyonnais depuis 1967, administrateur (entre autres) du Crédit national et de Péchiney-Ugine-Kuhlmann ; Louis de Fouchier, 76 ans, P.d.g. du Crédit du Nord, président de l'Union bancaire et administrateur de la Banque Worms ; enfin Jacques Merlin, 73 ans, président du Crédit commercial de France, administrateur de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, de Roussel-Uclaf, de Péchiney-Ugine-Kuhlmann et membre du conseil exécutif du C.n.p.f.

Face à la détermination des grévistes, les « banquiers » essaient de grignoter le mouvement. Ainsi, le C.c.f. vient d'accorder une prime de 300 F à son personnel. Raison officielle de cette brusque générosité : l'an dernier, les prévisions des primes de bilan avaient été trop pessimistes. C'est oublier que cela ne rassure pas le personnel sur les restructurations envisagées dans le secteur, ne compense pas le manque d'effectifs, ne résoud en rien les problèmes de sécurité — rendus aigus par la multiplication des hold-up — et n'améliore ni les conditions de travail ni les salaires. C'est oublier aussi qu'en 1957 une grève de trois semaines dans les banques avait débuté avec l'attribution d'une prime de 60 francs...

MICHELE BACKMANN

DES ECONOMIES DE BOUTS DE CHANDELLES

→

che : « Nous ne produisons pas. Nous vendons. Or on a démoli, à peine terminées, les usines d'Alfortville et de Rouen, qui produisaient 1 milliard de mètres cubes de gaz. Et la France a du charbon qu'elle n'utilise pas... »

A l'E.d.f., les choses sont plus compliquées. Ce qui est évident, c'est qu'en limitant la construction de barrages aux très grandes unités, on s'est privé d'une multitude de barrages d'appoint, peut-être moins rentables, mais qui, outre leur production énergétique, non négligeable au total, auraient permis l'ancrage en montagne ou en semi-altitude d'une population qui aurait aidé à éviter la désertification des régions.

Faut-il continuer, pour montrer que les « économies » que prévoit le plan Messmer n'ont aucun rapport avec celles qu'aurait prévues un véritable plan ?

Mais il y a plus grave. L'effort annoncé sur le nucléaire, outre qu'il montre qu'il ne s'agit pas d'un ensemble cohérent, pose un autre problème : comment va-t-on le financer ? L'Etat a-t-il les moyens de payer tout à la fois les efforts pour la modernisation du réseau de transports en commun, l'implantation des 13 centrales, l'usine d'enrichissement nécessaire, sans toucher aux autres investissements prévus dans le VIe Plan ? Et dans quoi taillera-t-on ?

Interrogés, les économistes d'E.d.f. avouent ne pas avoir la moindre idée sur les modalités de financement. Comme le marché financier français est «difficile» et que le marché financier international est cher, il semble qu'un emprunt classique soit insuffisant. Alors ? Va-t-on, tout comme pour les télécommunications, «privatiser» cette partie d'E.d.f., offrant à des capitaux privés la direction des opérations ? Et, au passage, les firmes en question feront — tout comme l'ont fait durant des années les pétroliers — des bénéfices conséquents. Est-ce là « l'effort » dont parlait Messmer en présentant son plan ?

Cette privatisation entraînera une fixité encore plus grande de nos approvisionnement futurs. Alors que nombre d'experts ne considèrent le nucléaire actuel que comme un palliatif de courte durée, laisser le privé, par un biais quelconque, diriger les investissements revient à jouer le nucléaire tout comme on a joué le pétrole : au mépris de l'intérêt national.

Ceci expliquerait que le plan Messmer soit singulièrement muet concernant les recherches à entreprendre sur les autres sources d'énergie. Pourtant, elles ne relèvent pas du mythe. Le territoire français est relativement riche en gisements géothermiques. En Alsace, dans les Pyrénées, dans le Massif Central, on peut espérer découvrir des gisements à forte température — plus de 100° — pouvant alimenter des centrales électriques. Dans la région parisienne et dans le sillon rhodanien existent des gisements à basse température - 70° à 80° - pouvant alimenter des réseaux de chauffage urbain. Déjà dans la région parisienne, à Melun, 2 000 logements sont chauffés ainsi. Pourtant, il ne semble pas que des efforts particuliers soient entrepris pour développer comme elle le mérite cette source d'énergie. Or l'énergie géothermique ne relève pas de la science-fiction : l'Italie, les U.s.a., la Nouvelle-Zélande, le Japon, l'U.r.s.s. produisent de cette manière de l'énergie électrique. En 1958, le vulcanologue Haroun Tazieff avait élaboré un projet de recherche et d'implantation : il y a seulement quelques mois que ses études ont été tirées des oubliettes. Même chose pour l'énergie solaire, pour l'énergie éolienne....

Plus grave est le silence fait autour des retombées du nucléaire. Car, sans faire des centrales les bombes nucléaires qu'elles ne sont pas, des dangers réels existent. Dangers d'accidents et surtout nocivité des déchets radioactifs. Or, sauf de traiter de doux — ou de dangereux — farfelus ceux qui attirent l'attention sur ces dangers, on oublie de dire que si les 200 centrales prévues pour l'an 2000 sont construites, on ne saurait trop que faire des 4 500 tonnes de déchets hautement radioactifs, donc dangereux, qu'il faudra bien stocker.

Qu'il s'agisse des problèmes financiers, technologiques ou scientifiques, il semble donc évident que le plan Messmer ne correspond pas aux besoins prévisibles de la France. Mieux, il met en péril sa situation future. Car, malgré la décision de construire tôt ou tard l'usine d'enrichissement de minerais Eurodif, le peu d'empressement de nos partenaires européens laisse penser qu'il faudra ou bien que la France édifie seule cette usine, fort chère et grande consommatrice d'électricité — une centrale nucléaire de quatre tranches de 900 MW sera construite pour ses seuls besoins — ou que nous aquerrions, après avoir acheté les brevets, le combustible nucléaire aux Américains. Ce qui est une manière toute particulière de prouver son indépendance. Mais, de cela, rien n'est dit.

GUY PERRIMOND

Editorial

Une campagne qui s'impose

Le Comité directeur du Parti socialiste a donné samedi dernier son aval à la campagne qui va être lancée dès la semaine prochaine contre les inégalités en France. Cette campagne doit être l'une des plus importantes que le P.s. ait menées jusqu'à présent. Le sujet l'exige.

Quel que soit, en effet, l'angle sous lequel on examine la politique appliquée depuis quinze ans par le Pouvoir actuel, on est bien obligé de constater qu'elle a abouti à accroître les inégalités entre les différentes catégories de Français. Et certaines d'entre elles atteignent aujourd'hui des proportions insoutenables.

C'est vrai au niveau des revenus : 6 millions de salariés gagnent encore moins de 1 200 F par mois alors que, dans le même temps, 10 000 personnes déclarent des revenus supérieurs à 10 millions d'anciens francs par mois.

C'est vrai en ce qui concerne les personnes âgées : 2 millions d'entre elles reçoivent moins de 450 F par mois.

C'est vrai en ce qui concerne les femmes : pour un même travail, elles gagnent en moyenne 30 % de moins que les hommes.

C'est vrai pour les conditions de vie : 48 % des logements en France sont dépourvus du confort minimum ; au cours des cinq dernières années, le nombre des H.l.m. a augmenté de moins de 20 %, celui des logements de luxe de 150 %, etc.

C'est vrai pour les conditions de travail. Nous avons déjà montré par plusieurs reportages comment le bruit, les cadences, l'absence de loisirs condamnent les travailleurs à un vieillissement prématuré : l'espérance de vie d'un manœuvre n'est que de 62 ans alors qu'elle est maintenant de 72 ans pour la moyenne des Français.

C'est vrai enfin pour la santé. L'enquête dont nous publions dans ce numéro le troisième volet souligne à quel point elle est une affaire d'argent.

La campagne du Parti socialiste n'a pas seulement pour objet de rappeler ces tristes vérités dont on pourrait facilement allonger la liste. Elle est destinée aussi à mettre l'accent sur le fait qu'une autre politique est possible. N'en déplaise à Valéry Giscard d'Estaing et aux laudateurs du système dit « libéral », c'est ce système même qui secrète toujours plus d'inégalités. Fondé sur la recherche du profit maximum, il ne peut se développer qu'en écrasant les plus pauvres au bénéfice d'une minorité de privilégiés. Lutter contre les inégalités suppose donc la mise en place d'un autre système mettant en œuvre à la fois des réformes immédiates — qui sont possibles — pour améliorer tout de suite le sort des plus défavorisés et des réformes de structures qui permettront d'inverser l'ordre des priorités.

Tel est le sens du grand combat engagé par le Parti socialiste pour « changer la vie ». Avec toutes les forces de gauche, avec tous ceux qui pensent d'abord à l'homme avant de penser à l'argent, il entend le poursuivre sans répit. La prochaine campagne contre les inégalités en sera une importante étape.

CLAUDE ESTIER

P.S. : Au moment de « boucler » ce numéro, j'apprends avec une immense tristesse la mort de mon ami, de notre ami Georges Leygnac. Depuis des années, nous partagions le même combat et, depuis trois ans, le même banc au Conseil de Paris. Il était un modèle d'honnêteté intellectuelle et morale et de fidélité à un idéal. Je me fais l'interprète de tout le Parti socialiste pour adresser à son épouse, à ses enfants nos pensées émues.

changer la vie politique

DEBOUTES

L'ex-Ordre nouveau a perdu. Cette organisation d'extrême droite avait cru bon de traîner « l'Unité » devant la 17e chambre correctionnelle, pour un article de Nicolas Brimo paru sous le titre « Travail, famille, provocation ».

Quatre de ses anciens dirigeants se sentaient diffamés. La 17e chambre correctionnelle n'en pas jugé ainsi et les a déboutés, déclarant que « les critiques visant ce mouvement sont... telles que les requérants ne peuvent invoquer de préjudice personnel »; « le Monde », « le Figaro », « le Point » et « le Droit de vivre », qui s'étaient retrouvés avec nous sur le même banc le 12 février ont aussi gagné leur procès.

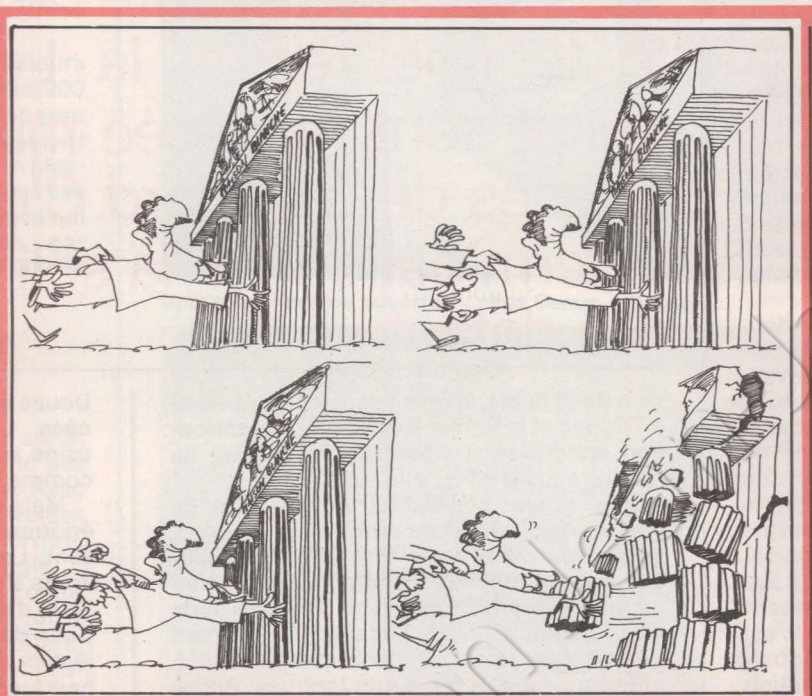
Désolés, Messieurs !

LES MALHEURS DE DOMINATI

A peine confirmé dans les fonctions de secrétaire général adjoint des Républicains indépendants, Jacques Dominati voit s'envoler ses espoirs de demeurer président du Conseil de Paris au-delà du mois de juin. Les centristes avaient dit oui, mais l'U.d.r. vient de dire catégoriquement non par la voix de son porte-parole à l'Hôtel de Ville, Jean Tibéri. Sans ménagement, celui-ci a rappelé à la fois que ses amis comptaient bien réoccuper le fauteuil présidentiel d'ici à 1977 et que toute l'agitation déployée par Dominati pour faire croire qu'un nouveau statut de Paris pourrait être adopté en juin l'avait été en pure perte. Le gouvernement n'est pas pressé d'abandonner la tutelle sur la capitale. Et, après tout, les sentiments de Tibéri envers Dominati ne sont pas moins cordiaux que ceux que d'Ornano affiche envers Sanguinetti.

LES ROULEURS ROULES

Dans la tragique situation qui est aujourd'hui celle du peuple chilien, il est parfois des épisodes comiques. Par exemple la position actuelle des patrons camionneurs. Oui, ceux-là même qui avaient tant fait, en



octobre 1972 et juillet 1973, pour aider la bourgeoisie à se remettre en selle ! Sachant cela, on appréciera la façon dont le président de leur syndicat, le « fameux » Léon Vilarin, vient de crier à la trahison dans une lettre ouverte publiée par « El Mercurio ». Vilarin s'en prend à un récent « plan-pilote » mettant en place, dans la province de Valparaiso, un Bureau de coordination des transports de frêt terrestre. « Ce plan, écrit Vilarin, nous préoccupe profondément par les dangereuses conséquences que son extension entraînerait pour le travail de transport routier privé... Ce plan présente d'importantes similitudes avec un autre projet, qui fut repoussé par notre syndicat en 1971, et qui avait été proposé au nom du gouvernement de l'époque par de hautes personnalités du Parti communiste... Lisant le projet de plan-pilote, nous voyons qu'il présente les mêmes idées centralisatrices qui attentent au libre développement de l'activité des transports de frêt. L'unique innovation serait la création d'un tribunal collégial pour l'application aux camionneurs d'amendes et de suspensions (!)...»

Pinochet accusé de faire la politique d'Allende, voilà qui ne manque pas d'humour. Et qui illustre à merveille la situation de la petite-bourgeoisie chilienne depuis le putsch. Mais on peut lui demander : qui a fait rois Pinochet et ses complices ?

LE RECUL DES REGIONALISTES BELGES

Les résultats des élections belges semblent confirmer une sorte de loi actuelle en Europe occidentale : les crises politiques ne sont pas résolues par les électeurs qui montrent, dans leur très grande majorité, une fidélité quasi-totale aux formations en place. Un seul point notable donc à Bruxelles : pour la première fois depuis 15 ans, les partis « régionalistes », le flamand comme le wallon, non seulement stagnent, mais encore reculent. Les Belges ne sont pas pour l'éclatement de la Belgique.

O.R.T.F. : MEPRIS, MENSONGES ET SILENCES...

Faussement les « Dossiers de l'écran » de mardi dernier s'intitulaient : « L'O.r.t.f. face à son public », car le public était absent du débat. Pas un seul téléspectateur dans le studio. Par contre, sur 17 personnes présentes, 11 représentaient la direction de l'Office ! Aucun syndicat de créateurs — auteurs, producteurs, comédiens, musiciens, réalisateurs — n'était représenté ; et Jacques Chancel, Pierre Badel, Alain Decaux n'avaient été invités à intervenir qu'à titre strictement personnel. Ces évictions ne font que confirmer une certitude : le mépris du Pouvoir tant à l'égard des téléspectateurs que des personnels de l'Office.

Marceau Long a évoqué « des raisons techniques » pour justifier tous ces escamotages : c'est parce que le studio était « trop petit » que les téléspectateurs, les créateurs ont été exclus. Mais il était assez grand pour accueillir Baudrier, Sallebert, Guillaud, Sabbagh !

Jean-Philippe Lecat et Marceau Long ont été éloquents... par leurs silences. Car ils ont soigneusement évité de répondre aux questions que leur ont posées les trois seuls syndicalistes admis « dans le cercle de famille » : quand l'O.r.t.f. sera-t-elle autre chose qu'un instrument au service de l'U.d.r. et de ses alliés ? Pourquoi cette réforme qui va très vite asphyxier l'entreprise ? Pourquoi augmenter la redevance alors qu'il suffirait d'exonérer l'O.r.t.f. de toute T.v.a. ou imposition ? Pourquoi 17 % seulement du budget sont attribués à la production d'émissions ? Où passe le reste ? Pourquoi est-ce la première fois que les personnels de l'Office peuvent s'exprimer ? Pourquoi tant de licenciements de personnel ces derniers temps ? Pourquoi cette médiocrité des programmes ?

Les silences, les truquages, la mauvaise foi systématique, le ton hautain et satisfait ont eu un résultat immédiat. Un des participants au débat a pu dire : « Je suis sûr que tous les téléspectateurs se sont ennuyés et ont changé de chaîne ». C'est certainement ce que souhaitaient Lecat et Marceau Long.

Grèves

LA CARAVANE NE VEUT PAS PASSER

A travers la fermeture de la Semm, c'est toute une région, la Loire-Atlantique, qui se sent menacée malgré les promesses de Guichard. C'est pourquoi la détermination et la solidarité ne font pas défaut.

De notre envoyée spéciale

« Trigano, salaud ! On veut du boulot ! » La centaine d'ouvriers en colère qui, lundi, rappelaient à grand renfort de slogans que dans l'empire du loisir tout n'est pas rose, étaient ceux de la Société européenne de matériel mobile (Semm) à Trignac (Loire-Atlantique), qui a licencié le 6 mars ses 630 salariés. Et dont le P.d.g. était André Trigano, frère de Gilbert, patron du Club Méditerranée.

Une nouvelle qui a fait l'effet d'une douche froide. Pourtant, ce n'était pas une surprise. Depuis plus de 6 mois déjà, les travailleurs de la Semm étaient inquiets. Des bruits contradictoires circulaient sur la marche de l'usine. Sans qu'il soit jamais possible de savoir d'où ils venaient et encore moins de les vérifier. Pendant cette période, les nerfs des travailleurs ont été mis à rude épreuve : « On redoutait le pire en continuant d'espérer », raconte un ajusteur. « Ce qui est grave dans cette affaire, ajoute Georges Carpentier, député socialiste de Saint-Nazaire, c'est que les syndicats n'ont jamais réussi à obtenir une véritable information sur la situation de l'usine ». Et ce n'est pas faute de l'avoir réclamée.

L'histoire mouvementée de l'usine n'a pas simplifié la tâche des syndicats. En 1961, la Snias (Société nationale des industries aérospatiales) — encore Sud-Aviation, à l'époque — connaît une baisse d'activité. Pour occuper son personnel, comme elle l'avait déjà fait avec sa filiale Frigeavia, elle se lance dans la construction de caravanes sous la marque Caravelair. D'une haute technicité, le produit se vend bien. Si bien qu'en 1964 naît la Semm, qui fabrique et diffuse ces caravanes Caravelair. En 1967, devant l'extension de sa filiale, la Snias construit une usine à Trignac et la Semm s'y installe. La fabrication encore semi-artisanale lui permet de produire juste ce qu'elle vend.

Peu à peu, cependant, la structure de l'usine s'alourdit. D'un autre côté, la Snias, qui a retrouvé toute son activité, tient à rester fidèle à sa vocation aéronautique. Si bien qu'en octobre 1971, elle vend 80 % des parts de la Semm à André Trigano. Un tournant décisif dans la vie de l'entreprise, car son nouveau P.d.g. a les dents longues. André Trigano veut doubler son concurrent Digue et devenir le premier de la caravane française. En fait, il veut surtout rentabiliser l'usine au maximum et le plus vite possible. Dans sa course au profit, il s'appuie sur celui que les travailleurs de la Semm appellent Hermann. « Un type qui n'appartenait pas officiellement à la direction de l'usine, mais à qui tout le monde obéissait », disent les ouvriers. Une sorte de fondé de pouvoir d'André Trigano, « mais qui n'a jamais rien signé de son nom », remarque un syndicaliste. « Un type étrange qui, dans cette politique effrénée de rentabilité, a tout sacrifié à la productivité ». Douze années de technique Snias sont effacées. L'entreprise se transforme en une usine automatique de montage à la chaîne, comme dans l'industrie automobile.

Mais tout se fait trop vite. Le gâchis est énorme. La qualité de la fabrication s'en ressent. La technique du « mi-bois », les ouvriers s'en souviennent encore. « Sous prétexte d'accélérer le mouvement, on a acheté pour des millions des machines qui n'ont jamais servi qu'à augmenter les déchets de bois jusqu'à 50 % », assure un menuisier professionnel. A cette époque, une caravane sur trois fait retour à l'usine pour défaut de fabrication.

Heureusement, Hermann disparaît. On revient peu à peu aux conceptions de la Snias et les caravanes retrouvent leur qualité.

Il n'empêche que, maintenant, la Semm est une véritable usine avec deux chaînes qui sortent une caravane toutes les 7 minutes, soit 17 000 par an. Le travail est dur. « Il y a des gars qui restent à genoux toute la journée à visser les mêmes pièces sur les caisses, raconte un O.p. 1. A la laine de verre, l'été, avec la chaleur, ça pique comme des

Emploi : patience de Fourmies

Fourmies (Nord). Depuis six mois, dans cette cité industrielle sans grand charme, 500 personnes sont au chômage. C'est, en effet, en août dernier que l'entreprise textile Bouly a déposé son bilan. Si aujourd'hui il est possible d'envisager le reclassement de 200 salariés, c'est en grande partie à l'action de la municipalité qu'on le doit.

Tout commence en août dernier. Les salariés de Bouly sont en vacances. A leur retour, ils apprennent que leur entreprise va fermer. Ce n'est pas la première fois que le textile fourmisien connaît des difficultés : au siècle dernier, Fourmies était même la capitale du textile, plus importante que Roubaix. Malgré tout, le personnel s'inquiète. Il décide de se mettre en grève.

Bien qu'on soit en plein mois d'août, les pouvoirs publics s'intéressent de près à l'affaire. Ils ne veulent pas d'un Lip dans le Nord à quelques semaines du premier. Et ils pressent les responsables patronaux de tout faire pour l'éviter. Ils proposent même des aides substantielles.

La cause de l'échec de Bouly ? Incontestablement, la mode du pantalon. Bouly fabriquait des collants — essentiellement la marque Sangène. Il y a sept ou huit ans, le collant connaît une expansion considérable. Des usines se construisent alors partout. Même dans les pays en voie de développement, la main-d'œuvre y étant bon marché. On assiste à un véritable phénomène de surproduction. D'autant plus grande que la consommation diminue : les femmes portent des pantalons et changent moins souvent de collants.

En tout cas, dès les premiers jours de septembre, la fédération de la Bonneterie prend l'affaire en main. « C'est notre fonction patronale qui est en cause », affirme son président. Comme José Bidegain à Romans, il tente une opération sauvetage. Comment ? D'abord en organisant des stages de reconversion du personnel. Ensuite, en cherchant de nouveaux acquéreurs pour remplacer l'industriel défaillant.

Une centaine de personnes ont ainsi appris un métier nouveau pour elles : la couture. Deux industriels envisagent de reprendre, d'ici à un an, deux cents employés. Heureusement que la municipalité de gauche a accepté de racheter et de retaper de vieilles usines désaffectées pour abriter ces nouveaux venus. « Nous devons, précise Jules Lassalle, le maire socialiste de la ville, nous substituer aux industriels pour la fourniture des locaux. Ce n'est pas la vocation d'une mairie. Nous le faisons pour sauvegarder l'emploi dans une région depuis longtemps en difficulté. »

C'est en 1953 que la ville de Fourmies a créé son premier comité d'expansion. D'importants travaux ont été faits, mais la ville n'a pas beaucoup de chance : Bendix et d'autres entreprises qui étaient venues ont dû finalement repartir. Enclavée dans le sud du département, Fourmies est en situation difficile. De nombreux travailleurs sont contraints d'aller tous les jours dans le bassin de la Sambre ou en Belgique toute proche. Les experts de l'Aménagement du territoire sont eux-mêmes obligés de le reconnaître...

En attendant, l'affaire Bouly n'a trouvé qu'une solution partielle. Le conflit social s'est un peu apaisé. Pourquoi ? Un syndicaliste répond : « Il s'agit, pour la plupart, de jeunes filles pour qui ce travail ne fournissait qu'un appoint au salaire de la famille. » En outre, comme elles habitent le plus souvent dans la campagne environnante, il est plus difficile de les mobiliser. Mais la colère pourrait venir vite. Faudra-t-il qu'elle éclate pour qu'arrivent enfin les aides promises par l'Etat ?

CLAUDE VINTOUX

milliers d'aiguilles. A ce poste, la maîtrise mettait toujours un délégué. »

Dans l'usine, entre les 630 travailleurs sous contrat et le volant permanent des 200 intérimaires, la moyenne d'âge ne dépasse pas 33 ans. « Dans la région, ils ne veulent pas travailler à la chaîne, explique Jean Mestric, délégué du personnel. Surtout dans ces conditions. Ce sont davantage les jeunes qui peuvent s'y faire. Les intérimaires, par exemple, on en a vu défiler plus de 1 000 en un an. »

Priorité au "luxe"

André Trigano savait, en 1971, qu'il aurait des problèmes de ce côté. Il n'a donc pas hésité à faire un peu de surenchère. Avec 1 270 F par mois à l'embauche et diverses primes, l'O.s. de la Semm est plutôt bien loti, dans une région où le Smic est de règle.

Fin 1972, un déficit apparaît sur les comptes d'exploitation de la Semm. Déficit qui se confirme au cours de l'année 1973. Pourtant, la production est bonne et les caravanes Trigano se vendent bien. Malgré tout, les rumeurs de mauvaise santé de l'entreprise s'amplifient. Certains disent même qu'elle va fermer après les grandes vacances 1973. La rentrée se fait, bien que les bruits persistent. Certains travailleurs reprennent espoir, notamment les intérimaires : on leur a promis de les titulariser progressivement à partir d'octobre. Certains d'entre eux travaillent à la Semm depuis plus d'un an, parfois depuis deux ans.

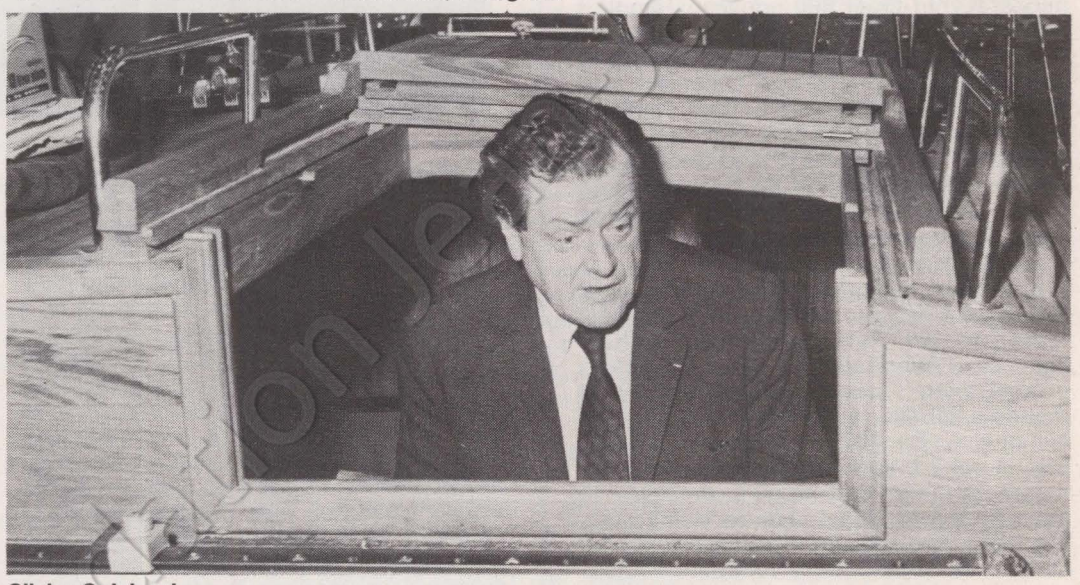
Et soudain, le 9 janvier 1974, après un conseil d'administration, la nouvelle tombe : tous les intérimaires sont « remis à la disposition de leur employeur ». « C'était imprévisible, assure un délégué. Deux jours avant de les vider, ils en embauchaient encore ! »

En Loire-Atlantique, le patronat parade : il l'avait bien dit, à la Semm, les ouvriers sont trop payés. Les syndicats, prévoyant le coup, ont calculé le salaire moyen par entreprise régionale de chaque catégorie de personnel. Les résultats sont probants. Les différences de salaires jouent à peine sur 5 centimes. « C'est normal, explique Robert Lopez, délégué C.f.d.t. Si le salaire d'embauche est plutôt plus élevé chez nous, il n'y a aucun espoir de promotion. Les autres nous rattrapent vite ». A la Semm, sur plus de 400 ouvriers, on ne compte que 150 professionnels et seulement 40 P3, la qualification la plus élevée pour un ouvrier.

Le déficit de la Semm, les ouvriers n'y croient pas. Surtout pas à cause des salaires. « Il ne faut pas oublier qu'avec Trigano, il y a eu une séparation entre la fabrication et les circuits de vente, explique Jean-Luc Verger, délégué du personnel. Autrement dit, Trigano se rachète ses propres caravanes pour les revendre au public. Rien de plus facile que de faire apparaître un déficit dans ces conditions. » Dans le prix d'une caravane Trigano de 4,25 mètres, deux pourcentages sont troublants : la marge bénéficiaire du concessionnaire Trigano représente 21,3 % du prix total de la caravane, alors que la marge bénéficiaire de l'usine est de... 1,9 %. Pour la même caravane, la part du concessionnaire est plus grande que la part destinée à payer la main-d'œuvre et les frais d'usine : 21,3 % contre 16 % !



Opération « portes ouvertes » chez Semm, à Trignac.



Olivier Guichard.

Devant de tels arguments, les pouvois publics changent leur fusil d'épaule : c'est la mauvaise gestion de l'usine qui est responsable de sa fermeture. « C'est trop facile, disent la C.g.t. et la C.f.d.t. Les pouvoirs publics, et surtout Cristofini, nouveau P.d.g. de la Snias, ont trouvé là un bon moyen de se blanchir. Il ne faut pas oublier que la Snias, entreprise nationalisée, possède toujours 20 % de la Semm. L'Etat est responsable. »

D'autant plus responsable qu'il fait tout pour privilégier les loisirs de luxe. La T.v.a. sur une caravane est de 17,6 %. Sur un hôtel de luxe, par contre, elle descend à 7,6 %. Le VIe Plan avait annoncé que les subventions pour le tourisme social allaient passer de 9,5 millions en 1972 à 18 millions en 1973. En réalité, cette subvention n'a été que de 10,8 millions. Une augmentation à peine suffisante pour compenser la dévaluation du franc.

Pour Augustine Bihan, maire communiste de Trignac, la politique du gouvernement est claire : « Chaque municipalité reçoit sans arrêt des circulaires recommandant de sanctionner le caravaning sauvage. L'Etat freine l'implantation des campings. En même temps, il pousse au développement des hôtels et des motels. » A Nantes, Daniel Palvadeau, secrétaire de l'union départementale C.f.d.t., raconte : « Des familles populaires, qui vivent toutes dans des H.l.m., ont acheté des petits bouts de terrain sur la commune de Noirmoutiers. Trop petits pour être constructibles, ils étaient donc très peu chers. Dessus, chacune des familles a installé une caravane fixe. Chaque week-end, cela permet de sortir un peu les gosses du béton. Ces familles viennent de recevoir un exploit d'huissier de la municipalité de Noirmoutiers : leurs caravanes sont inesthétiques. Ils sont priés de les enlever avant le 1er avril, sous peine d'avoir affaire à la Justice. Le même jour, ils ont reçu la visite d'un envoyé de Merlin, le gros promoteur qui a construit Merlin-Plage, en Vendée. On leur a proposé de leur acheter leurs petits bouts de terrain... »

Pas d'emplois, des promesses

Eh oui, c'est ça le tourisme social, sans parler des routes défoncées, du manque de parkings et de la hausse de l'essence. C'est vrai que, dans une période de récession économique, le secteur des loisirs est le premier touché. Mais, depuis 1968, les syn-

→

LA CARAVANE NE VEUT PAS PASSER



→

dicats demandent une diversification des activités de l'usine.

La fermeture de la Semm ennuie le gouvernement et plus encore son représentant local, Olivier Guichard, maire de La Baule.

Dans tout le département, et particulièrement autour de Saint-Nazaire, la situation de l'emploi est catastrophique. Bien sûr, on a annoncé à grand fracas la pose de la première pierre de l'entreprise Eaton par Guichard. Cette fabrique de pièces pour camions devrait créer 800 nouveaux emplois dans la région d'ici au dernier trimestre 1974. Mais tout le monde se souvient d'une autre première pierre que Guichard était déjà venu poser en grande pompe : celle de l'Atelier Atlas, en septembre 1970, qui aurait dû devenir une énorme chaudronnerie nucléaire. En fait de chaudronnerie, il n'existe à l'heure actuelle qu'un parking. L'Atelier Atlas, Guichard n'en parle plus.

Et s'il n'y avait que cela...

La région nazairienne ne compte plus, maintenant, les promesses qui lui ont été faites : en 1967, un accord entre les Chantiers de l'Atlantique et Babcock-Wilcox promet d'être « une fenêtre ouverte sur le monde extérieur, la fin d'un isolement économique ». En 1970, l'entreprise Jouan-Quétin achève son installation avec la promesse de créer 600 emplois dans les 18 mois. En février 1971, à la Snias, d'importantes décisions de décentralisation promettent de faire de Saint-Nazaire « un petit Toulouse » avec plus de 2 000 emplois. On parle aussi d'installer une usine Dupont de Nemours à Donges-Lavau.

Ce qu'il reste de ces promesses ? Un bien triste bilan. Comme pour l'Atelier Atlas, on ne parle plus de Dupont de Nemours. Babcock-Atlantic a été liquidé au printemps 1973, supprimant 1 200 emplois. Babcock-Montage, après les congés, a licencié 186 personnes dont 150 intérimaires. L'usine Francisol, établie dans la même commune que la Semm et qui a employé jusqu'à 300 personnes, est fermée.

« Plus de 60 entreprises ont fermé depuis 10 ans, supprimant des milliers d'emplois », assure Daniel Palvadeau. Les chiffres de l'A.n.p.e., s'ils sont loin de dénombrer tous ceux qui cherchent un emploi, sont révélateurs de leur augmentation : en décembre 1972, elle en recensait 9 415, contre 11 356 un an plus tard. Autre signe caractéristique de la région : 50 % des demandeurs d'emploi ont moins de 25 ans, et plus de 60 % d'entre eux sont des femmes. L'exode rural n'arrange rien : en 16 ans, 42 000 emplois dans l'agriculture ont été supprimés. Déjà, une enquête auprès des patrons de la région, en novembre 1973, annonçait cette crise. La plupart d'entre eux n'avaient pas de problèmes à l'époque, mais ils ne prévoyaient pas non plus d'embauche durant l'année à venir. Jusqu'à présent, les Chantiers de l'Atlantique ont réussi à éponger ce surplus de main-d'œuvre. Mais ils atteignent maintenant un niveau de saturation.

Indiscutablement, la situation de l'emploi en Loire-Atlantique est grave et l'avenir s'annonce peu brillant. La Snias est préoccupée de la diminution de charge à cause du Concorde. La Sides, fabrique d'extincteurs, menace de réduire les horaires, dans l'attente d'un marché. Chez Jouan-Quétin, l'usine, divisée en quatre pour briser l'action syndicale, ne trouve pas les partenaires qu'elle recherche. Il ne manquait plus que les 630 licenciements de la Semm.

De pied ferme

On comprend, dans ce contexte, que Guichard ait tenté de repousser le plus possible cette échéance. Maintenant, il ne propose plus qu'un plan de sauvetage du personnel, en le recasant dans une autre entreprise qui viendrait s'installer sur place. Il s'agirait du groupe Garnier, entreprise contrôlée depuis 1971 par Maury, P.d.g. des Fonderies de Choisy. Dans la région, on le sent, l'affaire Lip inquiète tout le monde. Et Guichard est prêt à tout pour ne pas avoir à se retrouver devant un front social uni et combatif. Jusqu'à présent, les syndicats C.g.t. et C.f.d.t. de la Semm n'ont pas dit un non catégorique à un reclassement, s'il est global et s'il maintient les avantages acquis.

« Il n'empêche, dit Jean-Louis Le Corre, conseiller général de Trignac, qu'on va se battre pour conserver un noyau de production de type caravane. C'est hypothéquer l'avenir de la région que d'abandonner cette fabrication, dont le besoin se fera sentir à la moindre relance économique ». Un chiffre révélateur à cet égard : en 1968, les ventes de la Semm étaient passées, après les augmentations de salaires, de 8 100 à 10 600.

« Oui, la Semm est viable, affirme Guy Jacques, délégué du syndicat C.g.t. à la Semm. Oui, la Semm est rentable. Mais il faudrait pour cela une politique de progrès social, d'augmentation des salaires et de la consommation intérieure ». Certains vont même plus loin, assurent que l'usine est dès maintenant viable en s'appuyant sur l'étude du marché de la caravane. L'hebdomadaire « les Informations », en janvier 1974, n'écrivait-il pas : « Au-delà de l'accident de parcours que pourrait constituer 1974, le développement de la caravane n'est sans doute pas près de se tasser » ? Marcel Guillaume, P.d.g. de Trigano, affirme lui-même franchement : « Nous avons bon espoir que les Français auront à cœur, malgré la conjoncture, de prendre des vacances saines et économiques. »

Depuis le 1er mars, l'occupation de l'usine de Trignac a été votée par plus de 90 % des travailleurs. Dehors, sur un chariot élévateur, les grévistes fixaient une antenne de télévision. La détermination n'exclut pas la bonne humeur. Un peu plus loin, ils improvisaient des terrains de tennis, de football et de volley-ball. Ces deux derniers week-ends, ils ont accueilli plus de 15 000 visiteurs au cours de leur opération porte ouverte. La réflexion de tous : « On ne peut pas laisser fermer une aussi belle usine. » De tous côtés, la solidarité se manifeste. Plusieurs usines ont débrayé pour soutenir leurs revendications. A Trignac, le comité de soutien rassemble de plus en plus de monde, surtout depuis l'ordre d'expulsion des grévistes prononcé mardi soir par le juge des référés. De l'avis des autorités régionales, un durcissement très net se fait sentir chez tous les travailleurs de Loire-Atlantique.

Dans ce contexte, la colère des 630 de la Semm jouera-t-elle un rôle de détonateur ?

CHRISTINE COTTIN

L'OURS

Chaque mois, un journal, un Cahier-Revue, des Etudes par correspondance.

Au sommaire du Cahier N° 47 de février 1974 :

L'expérience chilienne :
LE GOUVERNEMENT DE SALVADOR ALLENDE.

Abonnement : 75 Frs par chèque bancaire ou C.C.P. (3 volets)
à l'OURS-86 rue de Lille- Paris -75007

changer la vie sociale et économique

LA BATAILLE DES 1 500 F

1 500 francs par mois : c'est le chiffre que les deux principales centrales syndicales viennent de fixer comme salaire minimum.

La semaine dernière, Georges Séguy déclarait : « Au point où en est l'inflation et au rythme où elle va, il n'est pas excessif de dire aujourd'hui qu'il faut un minimum de ressources salariales de 1 500 F par mois. » Et, dans « l'Humanité » du 9 mars, le secrétaire général de la C.g.t. constate la colère des travailleurs et écrit : « Le langage de l'unité et de l'action est le seul que le Pouvoir et le C.n.p.f. peuvent comprendre » et précise : « L'audace dont nous devons faire preuve dans les initiatives d'action ne saurait nous laisser aller à la légèreté dans la conduite des luttes. »

La C.f.d.t., pour sa part, dénonce le scandale du Smic actuel : 974 F pour 40 heures. « Nous lançons un défi au gouvernement, a déclaré Edmond Maire. Qu'il publie un budget de consommation d'un célibataire parisien gagnant 974 F par mois... Nous allons entamer une grande bataille pour que les travailleurs se donnent les 1 500 F de ressources comme objectif prioritaire.» La C.f.d.t. a décidé d'abandonner toute référence au système officiel de statistiques (en particulier à l'indice Insee sur lequel est calculé le Smic) et elle a établi le budget minimum d'un célibataire parisien. Un budget qui apporte la preuve qu'il faut au moins 1 500 F par mois pour vivre décemment :

- Loyer : 350 F (chambre de bonne à Paris).
- Charges : 70 F (gaz et électricité pour cette même chambre).
- Transports : 20 F (2 carnets et demi de métro pour un mois en plus de la carte hebdomadaire).
- Traites : 150 F.
- Entretien : 33 F (un savon tous les 15 jours, un dentifrice, un détergent).
- Trousseau : 30 F.
- Habillement : 50 F.
- Alimentation : 369 F (base du ticket-restaurant 7 F et 1 F pour le petit déjeuner).
- Loisirs : 320 F (comprenant : vacances 70 F « pots » 24 F, cinéma 40 F, journal 10 F, cigarettes 1,80 F par jour).

Total : 1 392 F = 1 400 F + impôts 90 F

---

1 490 F, arrondis à 1 500 F.

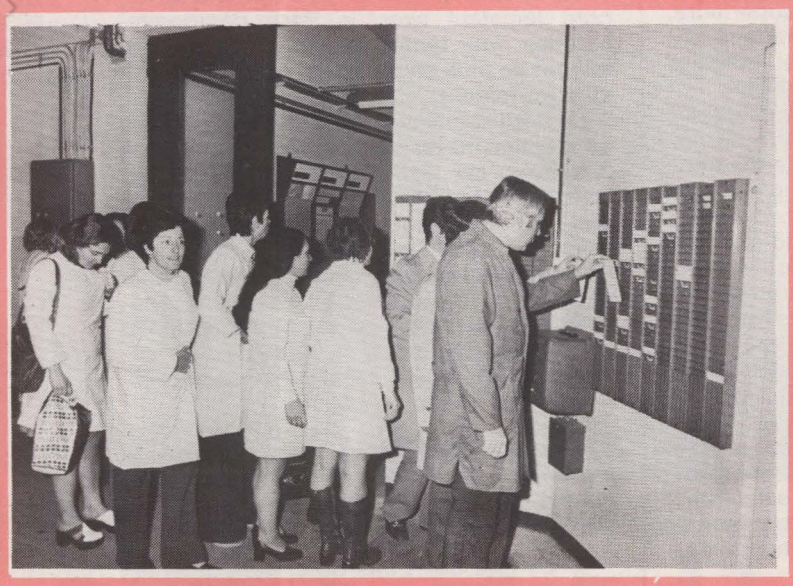
Une démonstration qui se passe de commentaires.

C.G.T.-C.G.C. : ACCORD CONFIRME

Les cadres C.g.c. veulent s'allier à la C.g.t. : c'est que que viennent de confirmer les 280 membres du comité confédéral de la C.g.c., qui s'est réuni samedi dernier. A une immense majorité (une seule voix contre et cinq abstentions), le comité confédéral a mandaté le Bureau exécutif de la C.g.c. pour « continuer la négociation » avec l'U.g.i.c.t. (fédération des cadres C.g.t.). Il a aussi demandé que le projet d'accord élaboré le 10 février entre la C.g.t. et la C.g.c. soit modifié sur certains points : en particulier, les membres du comité ont souhaité que le point relatif à la hiérarchie des salaires soit dépourvu de toute ambiguïté, et que cet accord n'engage pas seulement l'U.g.i.c.t., mais la C.g.t. toute entière. De nouvelles rencontres sont donc prévues, qui devraient permettre la signature d'un accord entre André Malterre et René Le Guen pour « la défense des cadres ».

RATEAU VIVRA

« Rateau vivra ! ». C'est en scandant ce mot d'ordre que 20 000 travailleurs de la Seine Saint-Denis, auxquels s'étaient joints des lycéens et des étudiants, se sont rassemblés, le 12 au matin, devant les usines Rateau de la Courneuve. C'est ce jour là en effet que le jugement d'expulsion destiné à chasser les grévistes de l'usine devenait exécutoire. Dans tout le département, des travailleurs avaient cessé le travail à 9 h pour venir devant les portes de l'usine soutenir les grévistes. L'opération solidarité n'est pas finie pour autant : les fédérations C.g.t. et C.f.d.t. des métaux ont lancé un appel pour que soit réuni le plus rapidement possible un million de francs ; les fédérations de la Seine Saint-Denis du P.c., du P.s. et des Radicaux de gauche appellent aussi à la solidarité. Autant de faits qui prouvent que la lutte pour l'emploi devient un des principaux soucis à l'heure actuelle.



Premier pointage chez Lip.

RENFORTS POUR CEUX DE SUPEMEC

Depuis une semaine, les employés de Supemec, à Juvisy-sur-Orge, sont en grève illimitée pour obtenir des salaires décents. L'entreprise Supemec (fabrique de machines-outils) a pour P.d.g. Ducros, l'homme qui a repris le secteur machines-outils d'Ornans, qui faisait partie de l'ancienne société Lip. Une coïncidence : Henry Giraud, le « médiateur » du gouvernement à Besançon pendant le mois d'août, possède 49 % des actions de Supemec.

Ce qui a mis le feu aux poudres à l'usine de Juvisy-sur-Orge : les 2 % d'augmentation annuelle de pouvoir d'achat, prévus dans l'accord signé l'an passé, ont été remis en cause par la direction. « C'est vraiment chercher la bagarre », disent les travailleurs. Ils ont reçu un double renfort : celui du maire socialiste et celui des travailleurs d'Ornans, qui ont débrayé la semaine dernière en signe de solidarité.

LES DEBUTS DE LIP II

Onze mois après l'ouverture du conflit, l'usine Lip a rouvert ses portes. Lundi au matin, 140 salariés ont repris le chemin des ateliers de Palente. Plusieurs centaines de personnes étaient venues accompagner les premiers « repris » de Lip.

Mardi, la première montre de la nouvelle société Lip sortait des chaînes de Palente.

Un commentaire favorable, celui de l'agence soviétique Tass qui écrit, dans une dépêche datée du 11 mars : « C'est la première fois dans la lutte sociale de la classe ouvrière française » que des ouvriers décident de « prendre sur eux la gestion de l'entreprise. » « Les ouvriers de Lip ont tenu bon et ont gagné à l'issue d'une lutte acharnée : l'usine ne sera pas fermée et tous ses travailleurs recevront un emploi conforme à la qualification de chacun ». Tia dépêche : « Les ouvriers ont gagné. »

Altamirano: "Ce qui est en jeu au Chili nous concerne tous"

"Chile, Chile, Chile, solidaridad ! » Ce cri a retenti cent fois au cours de ce meeting de lundi soir à la Mutualité, où des milliers de militants et sympathisants socialistes s'entassaient pour exprimer leur soutien à Carlos Altamirano et, à travers lui, à la lutte du peuple chilien contre le fascisme.

Ce meeting a marqué le sommet politique du séjour d'une semaine que le secrétaire général du Parti socialiste du Chili a fait en France sur l'invitation du P.s. français.

Le 7 mars, il avait été reçu au siège du Parti par François Mitterrand et les secrétaires nationaux, les membres du Comité directeur et les secrétaires fédéraux de la région parisienne.

Comme il devait le faire à nouveau lundi soir à la Mutualité, François Mitterrand a rappelé la profonde solidarité des socialistes avec la lutte du peuple chilien. Il a exprimé l'émotion et le respect des membres du P.s. pour le sacrifice des militants de l'Unité populaire, et tout particulièrement pour l'exemple donné par Salvador Allende et les dirigeants et militants du Parti socialiste assassinés, emprisonnés et torturés par la junte fasciste.

Après avoir assisté le 8 mars à un dîner donné par le P.s. en son honneur, Carlos Altamirano a inauguré le lendemain les journées d'études sur le Chili, organisées à Epinay-sur-Seine par les J.s. et les E.s. Ces journées, qui ont réuni plus d'une centaine de militants, ont bénéficié du concours de plusieurs membres du Comité central du Parti socialiste du Chili. Ce même 9 mars, Altamirano était l'hôte à déjeuner de la municipalité d'Epinay.

Au terme de toutes ces rencontres et de celles qu'il a eues, d'autre part, avec les autres partis de gauche et avec les grandes centrales syndicales, Carlos Altamirano a accordé une interview à « l'Unité ».

L'UNITE : Vous avez dit récemment que la réaction chilienne n'avait d'autre recours que la force pour récupérer le pouvoir. Cela voulait-il dire que le putsch du 11 septembre était prévisible ? Et qu'aurait-il fallu faire pour s'y opposer ?

CARLOS ALTAMIRANO : Le péril d'un coup d'Etat militaire a existé dès le jour où l'Unité populaire a remporté les élections présidentielles de septembre 1970. Rappelez-vous qu'en octobre de cette année-là la droite chilienne, avec la collaboration de l'I.t.t. et d'institutions du gouvernement américain, a tenté un premier coup d'Etat militaire. Il échoua, mais au prix de la vie du commandant en chef de l'Armée, le général Schneider.

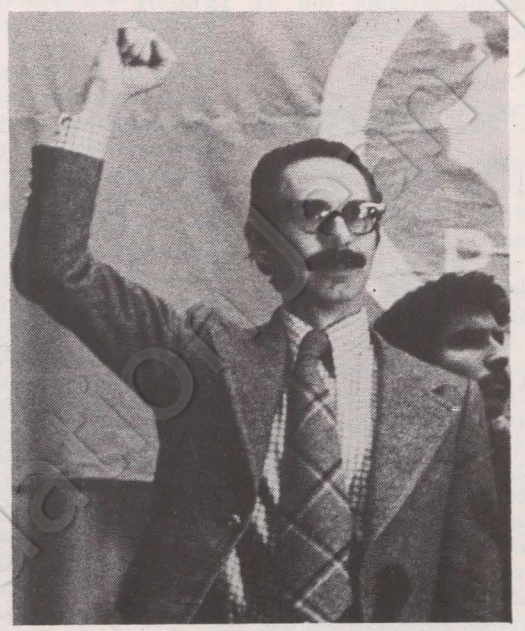
Postérieurement, le gouvernement et les secteurs démocratiques des forces armées réussirent à empêcher d'autres tentatives de coup d'Etat. Je vous citerai les cas de mars et de septembre 1972, du 29 juin 1973 et encore du 20 août 1973.

A la veille du putsch de septembre, nous sentions le danger réel d'intervention militaire. Nous avons essayé plusieurs formules pour le désamorcer. Mais nos mécanismes de défense à l'intérieur des forces armées se trouvaient, en fait, détruits depuis quatre mois. Dans ces circonstances, la vile trahison de certains généraux a permis aux putschistes d'entraîner derrière eux le gros de l'appareil militaire. On peut même dire qu'à l'exception de certains officiers supérieurs, qui ont été fusillés, arrêtés ou mis à la retraite, c'est l'ensemble de l'institution militaire qui a été engagée dans le coup d'Etat.

Dans la deuxième moitié du mois d'août 1973, lorsque la droite réussit à faire démissionner le général Prats du commandement en chef de l'Armée, et à le faire remplacer par Pinochet, les jeux étaient faits. Eviter le putsch de septembre dépendait moins de ce qu'on avait fait ou laissé faire en août que de certaines erreurs de notre politique, spécialement à l'égard des forces armées, dont les origines se trouvent dans les années 1971 et 1972. Et qui aboutirent à la situation de 1973, où la plus grande partie de l'appareil répressif de l'Etat était gagné au putsch.

Je voudrais ajouter que nous espérons la solidarité de l'opinion publique et des gouvernements démocratiques pour sauver les officiers loyaux qui sont aujourd'hui menacés de mort dans des simulacres de procès.

— Quelque temps avant le coup d'Etat, Salvador Allende avait entrepris des négociations avec la direction du Parti démocrate-chrétien. Y avait-il encore un espoir, à ce moment, d'éviter le pire ?



— Le président Allende fit tout ce qu'il put pour maintenir la paix civile et éviter la catastrophe d'une aventure militaire. En juillet 1973, comme en juin 1972, il chercha un accord législatif avec le Parti démocrate-chrétien pour tenter de surmonter l'affrontement de plus en plus aigu entre l'Exécutif et le Parlement.

Le Parti socialiste considérait avec un total scepticisme les chances de succès de ces initiatives, car le Parti démocrate-chrétien était sous le contrôle des amis d'Eduardo Frei, profondément opposés à la survie du gouvernement d'Unité populaire. Ce groupe souhaitait renverser le gouvernement le plus tôt possible, en pensant qu'il serait le bénéficiaire de sa chute. En juillet et août 1973 comme en juin 1972, le Parti démocrate-chrétien refusa tout accord avec le gouvernement de l'Unité populaire.

— Quel a été le rôle des Etats-Unis dans la préparation du coup d'Etat, dans son exécution et quel est-il aujourd'hui dans le soutien à la junte fasciste ?

— Le rôle des Etats-Unis a été déterminant. D'abord pour provoquer les circonstances favorables au coup d'Etat militaire (subversion interne, guerre psychologique, sabotage économique, terrorisme politique, blocus financier). Nous avons déjà des preuves de la présence américaine pendant l'exécution du coup d'Etat. Enfin, maintenant, c'est seulement l'appui des Etats-Unis qui permet à la junte de se maintenir dans la situation catastrophique où elle a plongé le pays. L'isolement interne de la junte, son isolement international ainsi que la situation économique désastreuse ne peuvent être surmontés qu'avec l'appui sans limite des Etats-Unis.

— Quelle est l'analyse du Parti socialiste chilien des perspectives qui s'offrent à la junte et des formes de lutte que le peuple chilien peut développer dans le proche avenir ?

— La junte ne peut se maintenir que moyennant une répression massive, non seulement politique et physique, mais aussi économique. Sa politique condamne au chômage presque le quart de la population active du Chili et à la misère de nombreux secteurs de la population. Ceci ne peut durer qu'avec la baïonnette à la main et la chambre de tortures ouverte.

Dans de telles conditions, le peuple chilien développe et développera toutes les formes de lutte que les circonstances exigent et permettent jusqu'à ce que soit renversée la dictature militaire de la bourgeoisie. Face à la violence armée qui s'est déchaînée contre lui, notre peuple ne peut renoncer à aucune forme de lutte.

— Je vous ai entendu dire que vous n'avez pas l'intention de vous installer dans l'exil. Cela veut-il dire que vous croyez possible de renverser à brève échéance la situation actuelle au Chili ?

— La lutte au Chili va être longue. Ayons toujours présent à l'esprit que les Etats-Unis soutiennent la junte politiquement, économiquement et militairement. Mais je n'ai effectivement pas l'intention de m'installer longtemps dans l'exil. Je rentrerai au Chili lorsque la direction de mon parti le jugera opportun.

— Qu'attendez-vous de la solidarité des forces populaires en Europe et particulièrement du Parti socialiste français ?

— Face à la pression du capitalisme international, notre gouvernement de l'Unité

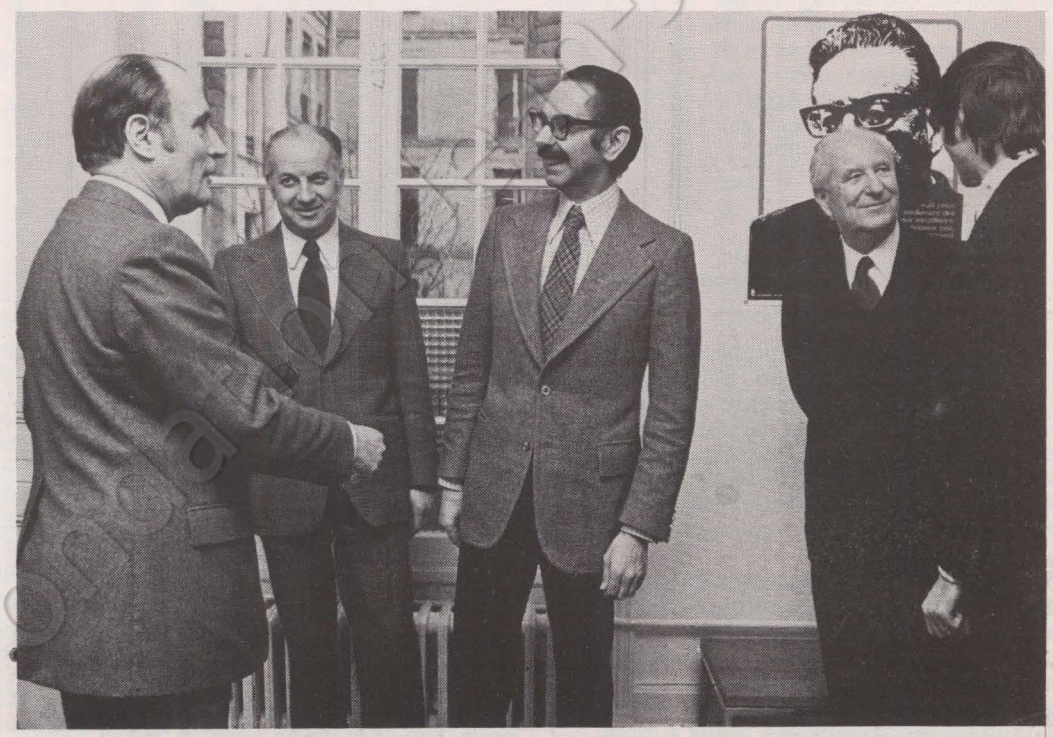


Lundi soir, à la Mutualité.

populaire n'a pas reçu l'appui nécessaire au moment où il le fallait des forces socialistes et démocratiques du monde.

Je crois que, dans les circonstances présentes, un nouveau chapitre vient de s'ouvrir et que nous pourrons compter sur l'appui de l'ensemble des forces socialistes révolutionnaires et démocratiques. Ce qui est en jeu au Chili nous concerne tous. Maintenant on l'a compris. L'extraordinaire solidarité qui s'exprime dans le monde entier en fournit la preuve. J'espère donc que nous recevrons l'aide indispensable des partis socialistes de l'Europe occidentale. Et je pense que c'est le rôle du Parti socialiste français de prendre l'initiative de cette solidarité nouvelle avec le mouvement populaire chilien et les nouvelles exigences qui se sont créées dans mon pays. La solidarité du peuple français, de toute la gauche française, du Parti socialiste, du Parti communiste, des radicaux de gauche, du P.s.u., du comité de soutien, des grandes organisations syndicales, C.g.t., C.f.d.t., Fen, mérite la profonde reconnaissance du peuple et du mouvement révolutionnaire chiliens.

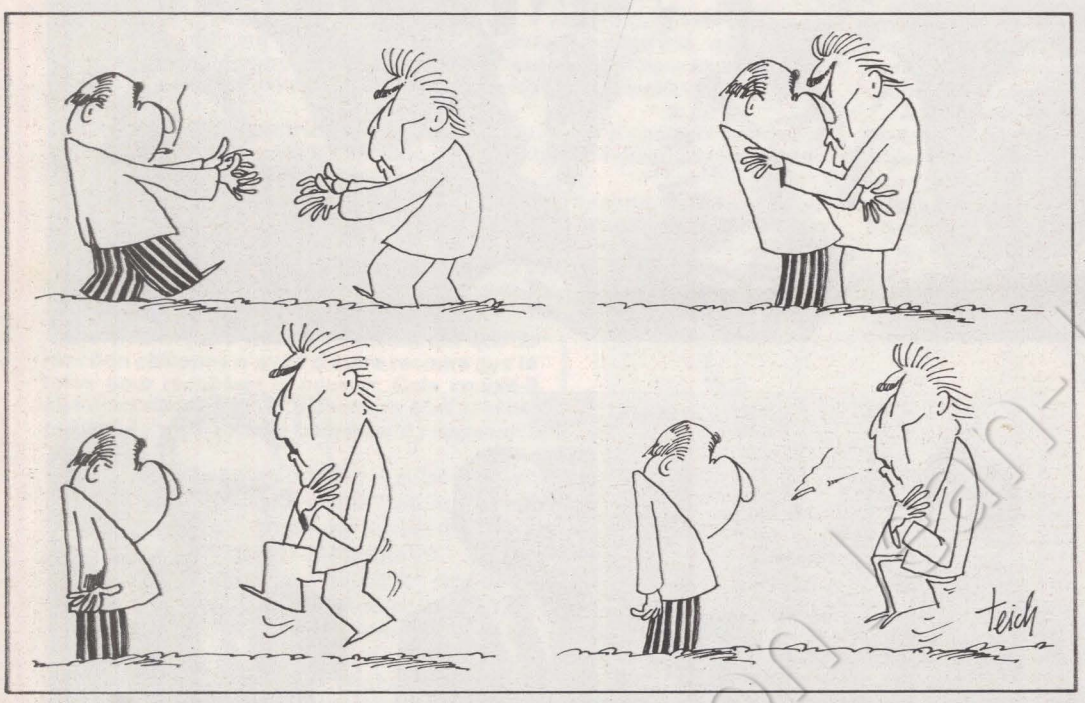
(Propos recueillis par CLAUDE ESTIER)



Carlos Altamirano reçu au siège du P.s., le 7 mars dernier.

PLEINS D'ARRIERE-PENSEES Brejnev-Pompidou

La querelle Paris-Washington : péripétie des rivalités du club capitaliste. Pompidou aurait tort de croire que c'est à un autre titre que Brejnev l'accueille.



Beaucoup de commentateurs ont fait état de la coïncidence entre la rencontre Brejnev-Pompidou et le durcissement du ton entre Michel Jobert et les principaux dirigeants américains. Le rapprochement est facile et tentant, d'autant plus qu'il évoque des souvenirs historiques conformes aux traditions française et gaulliste confondues.

On a souvent montré en quoi la diplomatie de notre régime était celle du temps « de la marine à voile et de la lampe à huile ». Si la nécessaire et souhaitable coopération franco-soviétique n'avait pour but, dans l'esprit des responsables français, que de faire la nique aux Américains, nous aurions une nouvelle preuve de cette inadaptation au monde actuel. En fait, ce genre de préoccupations n'est pas absent dans la diplomatie française et croit répondre à un besoin d'indépendance affirmé selon des méthodes mêlant l'aigreur à la nostalgie des grandeurs du fondateur du système.

Les choses ne sont pas tout à fait aussi simples. « L'indépendance » à l'égard des Etats-Unis peut couvrir plusieurs vérités. Celle du gouvernement français s'accommode fort bien de la protection militaire américaine, ce qui n'est pas forcément condamnable, et de la liberté d'action en France des capitaux américains — y compris sous le couvert des sociétés multinationales — ce qui a plus d'importance. La tension actuelle, née de la crise pétrolière, n'est pas une démonstration d'indépendance, mais une des péripéties de la lutte souvent sordide qui oppose entre eux les principaux groupements capitalistes.

La crise pétrolière, c'est — aussi — les grandes compagnies qui influencent la politique américaine. Cette dernière n'a pas toujours la cohérence attendue d'un Etat détenant, du fait des circonstances plus que de sa volonté, les plus grandes responsabilités mondiales. Les efforts d'Henry Kissinger au Proche-Orient n'ont pas seulement le but désintéressé d'assurer une longue paix dans cette région : il s'agit aussi de trouver une formule conciliant les intérêts parfois contradictoires de deux groupes de pression très importants aux Etats-Unis, celui des pro-israéliens et celui des compagnies pétrolières. Que le capitalisme européen ne tienne pas à faire les frais de ce règlement est naturel. Naturelle aussi sa volonté d'éviter une crise sociale remettant en cause sa suprématie en Europe, et pour cela trouver les moyens politiques de maintenir sa suprématie sur la partie ouest du vieux continent. L'utilisation du thème de l'indépendance est un de ces moyens.

Jobert y a ajouté celui de la dignité, qui, du point de vue du gouvernement auquel il appartient, laisse rêveur: les relations privilégiées avec le régime de Franco, le soutien indéfectible aux successives dictatures grecques, la « haute considération » exprimée au général Pinochet, le concours apporté au colonialisme portugais et au racisme sud-africain, le contenu néocolonialiste de beaucoup d'accords de coopération avec des pays d'Afrique noire, tout cela constitue quelques aspects de la « dignité » vue par le Pouvoir pompidolien. Indépendance et dignité sont ainsi les habillages des actuelles contradictions d'intérêts entre le capitalisme américain et le capitalisme français qui, en revanche, sont parfaitement capables de s'entendre sur d'autres plans et le font d'ailleurs constamment par des ententes et des échanges financiers.

Dans ces conditions, Georges Pompidou n'a pas représenté, devant Leonid Brejnev, une France pure et ethérée, uniquement soucieuse de protéger son peuple contre des risques d'une subordination à l'impérialisme américain. Les dirigeants soviétiques, nourris qu'ils sont de la pensée léniniste, ont eu en face d'eux un de ces interlocuteurs que rencontrait déjà au début des années 20 le fondateur de l'U.r.s.s., lorsqu'il usait des oppositions d'intérêts à l'intérieur du monde capitaliste pour développer l'économie du pays des Soviets. Cette semaine, pendant que Brejnev discutait avec le président de la République française, l'avertissement suivant était lancé de Moscou aux Américains : si vous ne concrétisez pas rapidement vos promesses de contrats, notamment sur l'exploitation de la Sibérie, nous chercherons d'autres clients ailleurs.

Dans le cadre des souverainetés nationales d'aujourd'hui, la recherche de la diversification de sources d'énergie, pour ceux qui n'en trouvent pas en quantité suffisante sur leur territoire, est un impératif. Les capitalistes nationaux sont rivaux au même titre qu'un commerçant, boucher ou poissonnier, combat parfois son concurrent de la même profession même s'il appartient à la même organisation professionnelle prenant en charge leurs intérêts communs. Les U.s.a., parce qu'ils sont la plus grosse affaire et parce qu'ils se sentent obligés, pour défendre le système capitaliste dans son ensemble, de garder toujours un œil circonspect vers l'Union soviétique, centre de l'autre système économique, tentent par tous les moyens de coaliser tous les membres du club capitaliste et de les entraîner, par une volonté commune, à des attitudes identiques. L'intérêt de l'U.r.s.s. est, à l'évidence, de ne pas faciliter outre mesure cette politique ; l'accueil réservé à Pompidou est un des éléments de cette action.

Mais il faut voir aussi l'autre aspect, tout aussi important, de l'attitude soviétique. L'U.r.s.s. mène une politique de paix et de coopération que ses amis considèrent comme propre à sa nature. N'ouvrons pas le débat là-dessus et contentons-nous d'observer que cette politique est nécessaire à un pays qui a choisi de bâtir une société industrielle puissante, supérieure à la société industrielle capitaliste, dans des délais plus courts que ceux que le capitalisme a obtenus de l'Histoire en Europe et en Amérique. Cette nécessité explique le débat pacifique permanent avec les Etats-Unis : Cuba, le Vietnam et le Proche-Orient ont montré successivement combien cette attitude est considérée par l'Union soviétique comme un axe fondamental de sa politique et ce qu'elle est capable d'accepter ou de faire pour en garder la direction.

Pompidou et Jobert sont certainement assez avertis pour savoir dans quelles limites s'inscrit leur possibilité d'action. L'indépendance à l'égard de tous, la dignité dans les relations avec les Etats-Unis et avec le reste du monde, la coopération avec l'U.r.s.s. et avec les autres pays communistes ne dépasseront jamais ces limites. Le mensonge à l'égard du peuple français est de tenter, comme on le fait, de faire croire qu'il pourrait en être autrement.

CLAUDE FUZIER

"CHARLIE" Aéroport EST-IL BORGNE ?

Le radar de Roissy est contesté. Pour les uns, il y a des « trous » dans la détection et donc dans le guidage des avions. Pour les autres, ces trous ont « tendance » à disparaître... De quoi inquiéter.

« Ce n'est pas du gruyère, mais du parmesan. Il n'y a plus de trous ». C'est à propos du radar du « Charlie Airport » — l'aéroport de Roissy-en-France, mis en service mercredi — qu'ont eu lieu, entre spécialistes, ces répliques gastronomiques. Les pilotes ayant parlé de gruyère, les responsables de la tour de contrôle de parmesan. Entre ces deux fromages à la pâte différemment compacte, il y a la marge qui autorise l'accident. En clair, cela signifie que pour les uns il y a des « trous » dans la détection, donc dans le guidage, des avions atterrissant ou décollant de Roissy. Et, pour les autres, que ces trous ont tendance à diminuer. Jusqu'à disparaître. En d'autres termes, on se dispute pour savoir si c'est systématiquement ou de temps à autre qu'un avion venant par exemple de Coulommiers et se dirigeant sur la balise du Bourget, soit 45 km, « disparaîtra ». Et qui dit disparition, dit difficulté de guidage. Et possibilité d'accident.

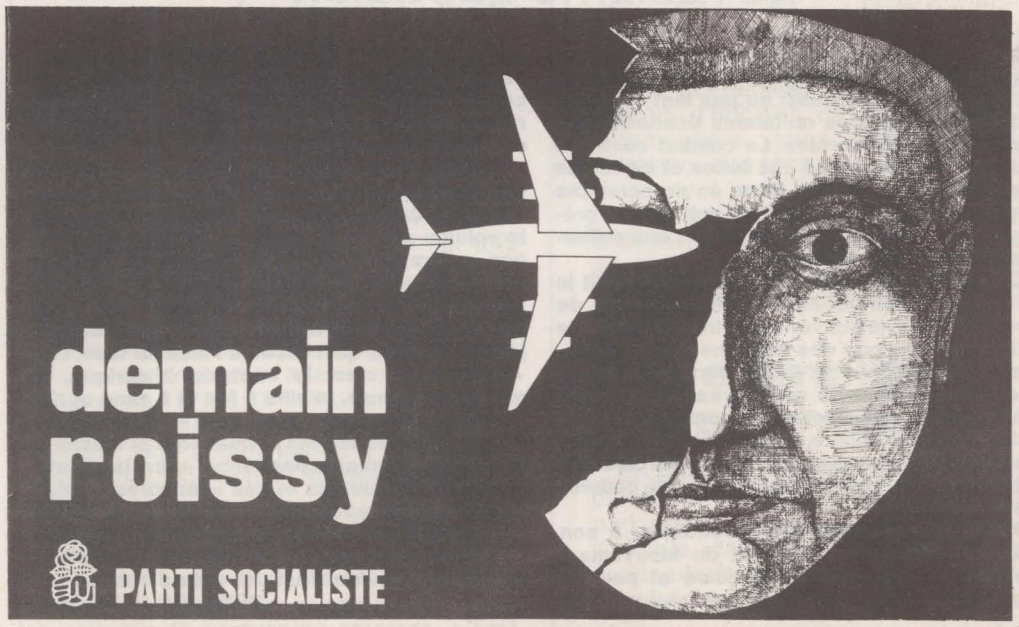


Il est vrai que, depuis que ce radar est installé, il manque de chance. Une série noire, en quelque sorte : victime d'un moteur d'alimentation trop faible puis de pannes de secteur, ce fut enfin en février le noir complet. Durant 7 minutes, aucun écho. Roissy était aveugle — heureusement, il n'y avait aucun avion en vol. De quoi inquiéter techniciens, pilotes et compagnies. A leurs interrogations, on répondit qu'un dispositif spécial de sécurité permet de capter sur les écrans radar l'image d'Orly, grâce aux relais hertziens des studios de l'O.r.t.f. des Buttes-Chaumont. Ce qui a permis à quelques plaisantins de demander si une interférence ne pourrait plutôt faire apparaître sur les écrans de la tour de contrôle un show de Mireille Mathieu ! Il faut dire que l'environnement n'aidait en rien. La proximité de l'autoroute, des lampadaires et même de la colline de Dammartin sont autant d'obstacles naturels. Et, au fur et à mesure que l'on tentait d'éliminer ces échos fixes, on diminuait la sensibilité du radar. Pour calmer les esprits, certains techniciens ont parlé de défaut de jeunesse : « Il faut compter une période de six mois à un an pour s'affranchir des pépins ». A peine de quoi rassurer les passagers.

Si, parmi le personnel navigant et les contrôleurs de la navigation aérienne, de nombreuses questions se posent, le radar de Roissy n'en est pas la cause principale. Car, en même temps qu'était mis en service →

Le Val-d'Oise est un département qui sera bientôt célèbre : à cause de Roissy-en-France. La fédération du Parti socialiste se devait d'intervenir sur ce qui va conditionner la vie des 250 000 habitants « intéressés » par l'aéroport — nous y avions consacré un document dans « l'Unité » du 23 novembre dernier. Outre l'action des sections, une affiche (voir ci-contre) et des réunions, une proposition de loi a été élaborée. Cette proposition rappelle les responsabilités de l'Etat : indemnisation arbitraire, participation minime à l'insonorisation, trafic nocturne non réglementé. Et surtout le laisser-faire qui a prévalu durant huit ans, « permettant » une urbanisation anarchique de la région.

La proposition de loi du P.s. demande l'interdiction des vols de nuit ; une indemnisation pour les habitants en zone de bruit intense leur permettant de ne pas subir de pertes financières ; l'insonorisation et la climatisation des logements et des édifices publics ; la création d'un établissement public pour appliquer cette loi et la définition des moyens de financement de cet établissement. Bien au-delà de Roissy-en-France, cette proposition intéresse tous les habitants proches des aéroports.



CHARLIE EST-IL BORGNE?

→

« Charlie », une nouvelle procédure d'approche des aéroports de la région parisienne a été inaugurée. Ce nouveau dispositif baptisé Phase III R est sévèrement critiqué par le Syndicat national des pilotes de lignes et par le Syndicat national des contrôleurs de trafic aérien. Pour les pilotes, « c'est une navigation sans souplesse : y a qu'à — faut qu'on — ça doit ». Expliquant que la mise en service des nouvelles procédures va occasionner un travail supplémentaire pour les équipages et que la prise d'altitude faite en escalier provoquera l'inconfort des passagers, ils ajoutent : « Nous ne pouvons que tirer la sonnette d'alarme et... dégager notre responsabilité ». Pour les contrôleurs, il s'agit davantage des conditions dans lesquelles ils guident les avions : « Avant, nous travaillions sur des volumes. Nous avions la latitude de jouer sur la trajectoire d'un appareil. Aujourd'hui, il nous faut travailler dans un tunnel : l'avion ne peut pas en sortir. Et si, en cas d'orage, un pilote refuse de traverser un nuage pour éviter à ses passagers l'inconfort dû aux turbulences, nous ne pourrons pas accepter. La rigidité du système est grosse de danger. »

La phase III R était étudiée depuis plus de 3 ans. C'est qu'un problème nouveau se pose au trafic aérien. Il faut à la fois respecter les règles de sécurité et assurer un écoulement rapide du trafic. Et ce rythme s'accroît chaque jour. Déjà, à Orly, on arrive en période de pointe à 800 mouvements d'avions par jour. Qu'en sera-t-il pour Roissy dans quelques années, lorsque cet aéroport fonctionnera au plein de ses possibilités ? D'autant que des compromis entre la sécurité et la rentabilité sont pris à chaque instant. Les spécialistes se sont trouvés confrontés à un difficile problème. Il leur a fallu créer dans l'espace aérien de la région parisienne l'équivalent, en plus complexe, des échangeurs autoroutiers. En évitant soigneusement certaines zones : Paris... on comprend ; Brétigny : d'accord, il y a le Centre d'essais en vol ; Creil : encore des militaires ; et Orvilliers : on n'y voit comme justification qu'une maison de campagne du président de la République...

Les responsables de la phase III R savent que leur système est complexe. Mais ils comptent sur une bonne organisation du travail et la coopération des pilotes : « Cette dernière reste à démontrer. Jusqu'à présent, les pilotes ne se sont pas particulièrement préoccupés des modifications intervenant dans les procédures d'approche. C'est ce qui a causé les incidents du 5 mars » explique un responsable de l'aéroport. Ce mardi-là, entre autres, un avion suivant son itinéraire habituel fit irruption dans l'espace d'attente. Il réussit à le traverser sans pépins. Résumant sa propre émotion et celle de ses collègues, un contrôleur déclarait : « Ici, on tremblait tous. » Pour ne pas être en reste, les pilotes répondent : « Depuis un peu moins d'un an, la phase III R a été prise en charge par les services du ministère. Par des champions du tire-ligne, des polytechniciens soucieux d'adapter l'efficacité des méthodes actuelles à la rigidité militaire ». Et d'énumérer les points noirs : la jonction des secteurs d'attente éloignés. Ceux de Sens, de Laon et de Chartres qui, entre 4500 et 7500 m, sont facilement pénétrables par le trafic de passage ou le trafic militaire. Avec les dangers que cette « pénétration » recèle.

C'est qu'il y a un an, le plan Clément-Marot était appliqué et les militaires y connurent quelques déboires. En particulier, la collision « inexpliquée » entre deux avions espagnols qui fit près de Nantes, le 5 mars 1973, 68 morts. Pour Robert Galley, alors ministre des Transports, la faute en incombait aux pilotes. La semaine dernière, « le Canard enchaîné » publiait des rapports montrant que les militaires n'avaient pas été particulièrement efficaces à cette occasion. Et, entre eux, les contrôleurs murmurent que la compagnie Iberia aurait subi un certain nombre de pressions pour se taire. Mais allez savoir.

Des militaires "mélangés"

Est-ce pour éviter d'avoir besoin d'un nouveau plan Clément-Marot que, petit à petit, des militaires sont intégrés au personnel des aéroports ? Déjà, à Roissy, 20 d'entre eux sont « mélangés » aux contrôleurs civils. Ils représentent le tiers du personnel de contrôle. L'argument avancé — la proximité du terrain militaire de Creil — ne pouvant en aucun cas être pris en compte : Orly, proche des aérodromes militaires de Villacoublay et de Brétigny, s'est bien passé sans encombre de leur participation. Et, quand certains justifient la présence des militaires par l'émulation que cela va créer entre contrôleurs, les civils répondent : « Lorsque des ministres et des généraux prennent l'air, c'est sous contrôle civil. »

Problèmes techniques, problèmes de procédures, problèmes humains. L'aéroport Charles-de-Gaulle connaît un démarrage difficile. D'autant que jouent des souvenirs, aussi douloureux que récents. Les accidents d'avion sont, pour la population, un danger potentiel toujours envisagé. Surtout lors de l'atterrissage et du décollage. C'est dire que tous ces problèmes n'intéressent pas seulement le personnel et les 4 % de Français utilisant l'avion comme moyen de transport. Mais également tous les habitants des zones intéressées. Les problèmes soulevés par les contrôleurs et les pilotes, même s'ils sont grossis par une légitime indignation, n'ont pas fini de faire parler d'eux. C'est qu'avec le degré de sophistication des appareils actuels, il devient difficile de répondre à des questions apparemment simples. Par exemple, lorsque l'on manque de matériel complémentaire, c'est-à-dire de matériel rarement utilisé mais parfois utilisable et nécessaire, et que l'on sait que les terrains militaires sont mieux équipés que les terrains civils, quelle peut être la réaction d'un contrôleur ? D'autant que la sécurité est devenue quelque chose de difficilement évaluable, en francs. Et de précieux à l'heure des gros porteurs.

Pour les passagers et les habitants du voisinage, les questions qui se posent sont brutales. La sécurité des uns et des autres est-elle assurée, oui ou non ? Interrogé par un journaliste, le directeur du trafic de l'Aéroport de Paris, M. Belle, a répondu : « Formellement, oui ». Il est des « formellement » qui parfois pèsent lourd.

JOSETTE BARBIERI

Le racisme quotidien

L'inépuisable lutte humaine ne connaît pas que les grandes heures de la vie des révolutions. L'Humanité marche aussi au pas lent des conquêtes sociales, des mutations économiques, psychologiques, morales. Le combat contre le racisme tient de toutes ces luttes et de toutes ces conquêtes à la fois. Nous en prenons une conscience nette à la lecture du volume que présentent les Editions Martinsart, dans leur collection « L'Humanité en Marche ».

Quand René Maheu, dans sa préface, fait le point des recherches et déclarations de l'Unesco, nous ne pouvons qu'être d'accord : le potentiel biologique des humains est le même, quelle que soit la race. Il doit permettre à tous d'accéder à n'importe quel niveau de civilisation. Et cependant violences et contre-violences raciales agitent encore la face du monde. Elles constituent, dans tel pays, tel atelier, tel bidonville, tel geste, tel regard, la quotidienneté pathétique du racisme.

Dans une très profonde introduction à son étude Pierre Paraf, président du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, situe la question de la préhistoire à nos jours. On le sait : racisme, intolérance, colonialisme, exploitation économique et sociale sont constamment intrigués et les motivations matérielles, psychologiques, religieuses, s'ajoutent aux distinctions de la couleur.

Pour ouvrir les portes de l'espérance, il n'est pas trop de ce roman de Jean Otchenatchek, « Roméo, Juliette et les ténèbres », qui termine le volume sur un cri d'amour. Préfacé par Aragon, qui rappelle la vie et l'œuvre de l'auteur tchécoslovaque, ce récit a souvent les accents du journal d'Anne Frank. Roméo, c'est Paul, jeune étudiant chrétien, et Juliette, c'est Esther, jeune fille juive qu'il cache à l'insu de tous. Les « ténèbres », c'est le contexte historique, le monde en guerre, la ville à feu et à sang après l'attentat contre le « protecteur » allemand de Prague. L'antithèse est permanente et touche à la dimension shakespearienne entre la pureté éternelle des amants et ces « ténèbres » extérieures qui les enveloppent. Mais Esther devra fuir pour empêcher que Paul ne soit pris. Fusillée comme la colombe de la liberté, elle tombe à la fin d'un livre qu'on n'est pas près d'oublier.

BERNARD DEROSIER

changer la vie culturelle

Action culturelle

UNE MAISON ECLATEE

« Une maison ouverte au plus grand nombre » : c'est ce que vient de décider le Conseil général de la Seine-Saint-Denis. Depuis des années, le ministère faisait des promesses... mais entendait se réserver le contrôle d'une hypothétique Maison de la Culture. En s'engageant publiquement et financièrement en direction de la « pluridisciplinarité », le département 93 a réussi un coup de force sans précédent : mettre sur pied une Maison de la Culture non pas fermée sur une seule ville, mais ouverte sur un ensemble de communes.

Le nouvel établissement culturel sera donc « éclaté ». Les structures existantes — Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, etc. — ne seront que des antennes parmi d'autres. La Maison de la Culture 93 n'aura pas que des troupes de théâtre à sa disposition ; seront mises sur pied une unité musicale et chorégraphique, une unité de spectacles pour enfants, une « maison de l'image » (regroupant des unités de réalisation et d'animation audio-visuelles), une unité de diffusion de la pensée scientifique, une unité de réalisation d'expositions... Pour la première fois dans l'histoire de la « décentralisation », une Maison de la Culture ne sera pas un « énorme machin administratif ». Pour la première fois, une action réellement diversifiée sera mise en place. On doit se réjouir que la gauche — socialiste et communiste — ait su imposer cette « dimension démocratique » à l'action culturelle.

Cinéma

LA REVANCHE DES SORCIERES

Dans les années 50, l'Amérique devint folle. Le film par ailleurs très décevant de Sydney Pollack, « Nos plus belles années », a le mérite de faire apparaître pour la première fois à



l'écran l'ère de la chasse aux sorcières qu'on se gardait honteusement d'évoquer : les « plus belles années » du couple Robert Redford - Barbra Streisand — le scénariste à succès et la militante communiste américaine — vont s'y briser. C'était la période où toutes les haines qu'avait fait mûrir la guerre froide éclatèrent sous la houlette du sénateur Mac Carthy. La peur, le soupçon maladif, la dénonciation généralisée alimentèrent en accusés la « commission d'enquête sur les activités anti-américaines ».

Parmi d'autres, le monde du cinéma sortit en piteux état de cette chasse aux « rouges » : certains des plus grands noms d'Hollywood s'étaient déshonorés dans la délation ; à l'inverse, une poignée de cinéastes courageux paya très cher d'avoir résisté. Inscrits sur la « liste noire », ils ne purent plus exercer leur métier — sauf parfois clandestinement.

Ainsi faillit être brisée la carrière d'hommes comme Joseph Losey, qui s'exila. Ou comme Abraham Polonski, qui mettra des années à pouvoir tourner de nouveau (« Willie Boy »). Ou comme Dalton Trumbo, pourtant scénariste couvert d'Oscars : après avoir fait un an de prison pour « présomption » (sic) de communisme, il dut travailler sous pseudonyme. Mais la revanche tardive qu'a prise Trumbo ces dernières années est éclatante, depuis qu'il a tourné — d'après son propre livre — « Johnny s'en va-t-en guerre » ; le voilà redevenu scénariste à succès mondial avec « Papillon » et bientôt avec « Executive action » (sur l'assassinat de Kennedy). Comme quoi le courage peut payer.

S. R.

Théâtre

REQUINS DANS MON QUARTIER

Faire du théâtre n'est pas simple. En faire à Paris sans subvention est encore plus difficile. En faire dans le XIe arrondissement et « concerner » le public du quartier relève du pari impossible à tenir. Ulysse Renaud vient pourtant de prouver le contraire au « Cyrano-Théâtre » (76, rue de la Roquette) en présentant « Barnum ou si les requins étaient des hommes. »

Pourquoi « Barnum » a-t-il intéressé les spectateurs du coin ? D'abord parce que le mode de la pièce — le cirque — est basé sur le plaisir et la joie. Surtout parce que le sujet traité n'est pas étranger aux préoccupations du voisinage : le spectacle raconte un événement social vrai. En 1972, l'entreprise Debrie, installée dans le XIe arrondissement de Paris, déposait son bilan et licenciait 150 personnes sans indemnité. La population locale en a entendu parler. En allant voir « Barnum », elle comprend mieux ce qui s'est passé : Debrie était la première fabrique française d'instruments de l'industrie photographique : Debrie exportait en Europe, en U.r.s.s., au Moyen-Orient, en Afrique du Sud, en Inde, au Pakistan, en Chine ; bref, Debrie contrôlait des marchés que les U.s.a. convoitaient. Harry Saltzmann, producteur des « James Bond », actionnaire d'une société suisse à capitaux anglo-américains, réussit le miracle : il racheta Debrie et ferma les portes. Non sans avoir détourné une trentaine de kilogrammes de plans de prototypes...

J.-P. L.

Livres

DANGER, ECOLE

L'école de Jules Ferry, raccommodée par Fontanet et tant d'autres, n'est pas au service de tous, mais entre les mains d'une classe sociale qui en fait un instrument de domination. Jean-Paul Lambert le démontre aisément dans « Le gai massacre des cancres »(Editions ouvrières) : l'école « confisquée par les dominants » humilie et écrase les enfants des pauvres ; elle les massacre dans toutes les règles de la science pédagogique. Les diplômes ne sont que des carottes. En fait, le « cursus honorum » masque nombre d'émasculations et de confiscations : sur la route qui mène aux examens, les enfants perdent partie ou total de leur personnalité ; ils sont catalogués, classés, orientés, sélectionnés en fonction des seuls besoins d'un système économique. Dans la majorité des cas, l'école ne fait qu'accentuer les inégalités sociales entre les enfants.

Madeleine Natanson procède à la même analyse dans « Guérir de l'école des enfants en état d'échec » (Editions du Cerf). Et constate : l'école est un excellent révélateur des contradictions sociales actuelles ; rien ne sera résolu par des réformes pédagogiques ; le problème est politique : quelle société voulons-nous ? Mais, en attendant, l'école fabrique des « ratés ». Comment les aider et les guérir ? C'est le problème le plus urgent dans une société « où l'échec scolaire est nécessaire à la bonne marche du système. »

J. M.

Débats

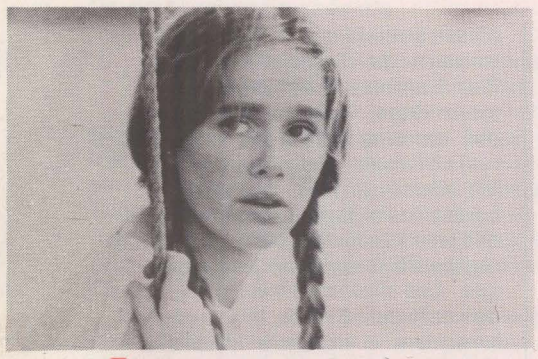
ENFANTS DE MARX

« Les 3 jours du livre marxiste » organisés par le P.c.f. et le C.d.l.p. (Centre de diffusion du livre et de la presse) se déroulent ce week-end à l'ancienne gare de la Bastille. En dehors de la vente des livres, face à face, débats contradictoires, émissions littéraires se succéderont. Principaux sujets abordés successivement les 15, 16 et 17 mars : la coopération, la crise économique, les livres et la vie, la crise de l'énergie, les réalités du socialisme, l'U.r.s.s., Lénine, Watergate, l'avenir de la France, le Chili, le Vietnam. Pareil foisonnement peut laisser espérer que les enfants de Marx se portent bien.

L'herbe verte des immigrés

Cinéma

La Suède du 19e siècle, c'est le Portugal d'aujourd'hui. Avec un sous-prolétariat sans terres et sans espoir... sauf l'exil vers l'« Eden » américain.





Les fascismes n'ont qu'un temps. Un jour, dans un Portugal enfin libre, enfin arraché à sa misère, il y aura bien un auteur pour plonger, caméra au poing, dans le passé du début des années 70. Il racontera les sombres années Caetano, quand il fallait s'expatrier pour ne pas crever. Il dira la cruauté de l'exil, la dureté des tâches qu'à part les immigrés tout le monde refusait, les tracasseries policières et administratives, le racisme... On parierait qu'il y aura alors de tout jeunes gens pour se poser la question : est-ce que le cinéaste n'a pas exagéré ? Tout comme les Suédois d'aujourd'hui se demandent peut-être si c'était tellement terrible, la Suède du mi-XIXe siècle et l'exil forcé que raconte Jan Troell dans « Les émigrants » et « Le nouveau monde ».

Oui, justement. Il n'y a pas si loin de l'un à l'autre, à un siècle d'intervalle. Alors que la Grande-Bretagne et une bonne partie du continent européen connaissent déjà la Révolution industrielle, la Suède sous-développée est (en termes de 1974) une sorte de Portugal. L'impressionnant bond en avant de ce pays depuis un demi-siècle ne doit pas nous le faire oublier : la Suède de l'époque où commence « Les émigrants » est une terre hostile et pauvre — aujourd'hui encore on ne peut en cultiver que 10 % — où croupit une paysannerie encore moyenâgeuse. Un sous-prolétariat sans terres... et sans espoir : c'est bien plus tard que viendront l'industrialisation et la mise en valeur des deux ressources naturelles, le bois et le minerai de fer.

Karl-Oscar Nilsson et sa famille, les protagonistes des « Emigrants », font partie de ces malheureux. Pour eux, il y a pire que la misère « naturelle » : ils ont à souffrir d'un système social de type féodal, sinon esclavagiste. « Quatre hommes, indique le prologue du film, régnaient en maîtres sur la commune : le pasteur, le prévôt, le plus riche propriétaire foncier et le notaire ». Plus généralement, la hiérarchie sociale dans la Suède du milieu du XIXe siècle est d'une terrifiante simplicité : tout en haut, le Roi, le clergé et l'aristocratie ; tout en bas, la paysannerie. Entre les deux, un vide énorme : aucun équivalent de cette bourgeoisie anglaise ou française qui, par son « dynamisme économique » et son attrait pour les « idées libérales », a contraint l'aristocratie à partager ses privilèges et élargir les droits politiques. Karl-Oscar et ses semblables vivent donc un rapport de classes particulièrement féroce. En découlent leur pauvreté, leur analphabétisme et cette résignation, cette docilité où les entretient la religion dominante.

Suédois de 1850 ou Portugais de 1974, dans de telles conditions, on finit par s'expatrier : gavé de Bible, on y a distingué les références à l'Eden, à la Terre promise. Avec Karl-Oscar, ils seront un million en quelques décennies à s'exiler — 20 % de la population totale du royaume ! Le mythe américain (les grands espaces, la démocratie de George Washington, la ruée vers l'or...) joue à plein. Si un Kafka n'a pas échappé au mirage, comment aurait-il pu en être autrement des naïfs paysans du Smaland ? Tout comme « l'Emigrant » de Chaplin, les Grecs de Kazan (« America, America ») ou les Tchécoslovaques de King Vidor (« Une romance américaine »), les personnages de Jan Troell affrontent l'interminable traversée maritime à destination des Etats-Unis.

Nixon en profite

Mais on a toujours tort de croire qu'« ailleurs l'herbe est plus verte ». La petite communauté émigrée avec Karl-Oscar va aller de désillusion en désillusion tout au long du second volet (« Le nouveau monde ») de l'œuvre de Jan Troell. Le labeur est à peine moins dur au Minnesota que dans leur province natale et la nature, même différemment, demeure hostile. Et puis, le beau rêve d'égalité entre les hommes s'effondre : il y a des Noirs aux fers sur le riverboat... En ville, des bourgeois insolents au milieu d'une masse de pauvres... Surtout, des Indiens dont nos immigrés finissent par apprendre avec stupeur qu'elles étaient à eux, ces contrés qu'ils croyaient vierges ! Des tribus faméliques — « On leur a apporté l'Evangile, alors qu'ils attendaient tout d'abord du pain » — dont on pend les jeunes hommes dès qu'elles essaient de se révolter. Est-ce cela, le Paradis sur terre ? Quelle différence y a-t-il entre l'exploitation des pauvres d'Amérique, l'asservissement des Noirs, la spoliation des Indiens... et ce à quoi les paysans du Smaland ont chercher à échapper par l'exil ?

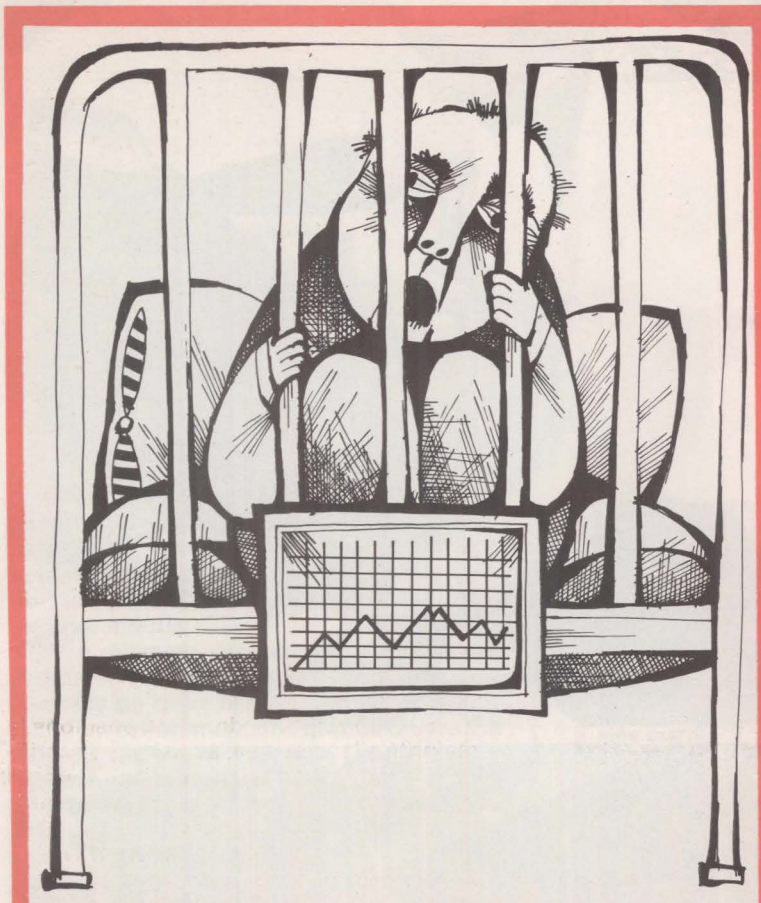
Là s'arrête la longue fresque lyrique adaptée par Jan Troell d'un célèbre roman de Wilhelm Moberg — et malgré les erreurs de construction du second des deux films, c'est une admirable saga, servie par deux des plus impressionnants acteurs bergmaniens, Liv Ullmann et Max von Sydow. On peut pourtant essayer de prolonger l'œuvre de Jan Troell, comme lui-même semble y inviter le spectateur. Elle favorise peut-être, politiquement, la réanimation en Amérique d'une « dangereuse légende » — comme on l'a dit là-bas — qui renforce dans ses positions la « majorité silencieuse », au nom des sacrifices faits par les grands ancêtres. Richard Nixon ne s'y est pas trompé, qui a inauguré le Musée de l'Immigration par un vibrant éloge de ces gens venus de partout pour travailler dur, sans se poser de questions — ce qui, en langage codé, était une menace à destination des Noirs et des contestataires. Et il reste vrai que les arrière-petits-fils des émigrés sont plus que quiconque attachés aux « valeurs traditionnelles » américaines, qui jouent toujours dans le sens le plus conservateur...

Mais on peut penser aussi, de façon moins pessimiste, que Karl-Oscar a eu pour descendant Joe Hill, le chanteur et syndicaliste suédo-américain dont un autre film (de Bo Widerberg) nous a raconté l'authentique révolte face à cet Eden qui n'en était pas un. Et qui, pour le moins, n'en est toujours pas devenu un : pauvres restés pauvres, Noirs dans les ghettos, Indiens dans les réserves, terre dévastée — Jan Troell a dû revenir tourner en Suède une partie de son film, faute d'avoir trouvé dans le vrai Minnesota un lac tant soit peu préservé de la pollution ! De tels films nous apostrophent directement : comprendre pourquoi et comment se sont exilés vers les Amériques leurs ancêtres du Smaland, ou jadis nos Basques et nos Bretons, cela peut faire naître de saines interrogations chez les Suédois ou les Français de 1974, lorsqu'ils croisent dans leurs rues Turcs, Portugais, Yougoslaves, Maghrébins ou Africains — de ceux qu'on « ratonne » au Quartier latin...

Pourquoi d'ailleurs est-ce que ce sont presque toujours les immigrés, ou les petits-fils d'immigrés, qui abordent la question : sauf anecdotiquement, n'intéresse-t-elle pas les cinéastes américains ? Ni les cinéastes français ? Car si nous avons pu voir chez nous « Soleil O », et bientôt peut-être « Les bicots-nègres, vos voisins », ils sont signés par Med Hondo, un Mauritanien.

Une exception, pourtant. Unique. Le jeune réalisateur français Dominique Dante — « au milieu d'une indifférence presque totale », nous a-t-il dit — a tourné « Lorette et les autres », avec un commentaire de Maurice Clavel. Lorette Fonseca, c'est cette Portugaise coupable d'aider ses compatriotes des bidonvilles et qui a réussi à résister aux tentatives d'expulsion décidées par Marcellin. Mais voyez les coups du hasard : plus d'un an après avoir été terminé, il se trouve que ce film est toujours à la recherche d'un distributeur...

SERGE RICHARD



III Les oubliés

Un Français sur six a besoin d'assistance permanente : les infirmes, les handicapés, les vieux, ceux que la société a blessé ou traumatisé. Sauvés, mais pas toujours « récupérés », ils survivent dans le dénuement et à l'écart.



LES VRAIS SCANDALES DE LA SANTE

« Je cavale après le chariot de dossiers. Les sortir, c'est le boulot de l'externe. » C'est Jean-Yves, 22 ans, étudiant de 4e année, qui parle. Bûcheur, il « suit » bien et, dans 3 ans, sera médecin. Comme son père. « Les deux premières années d'études, on ne fait que de la physique et de la chimie, de la biophysique et de la biochimie. A la fin de la 1ère année, l'écrémage est sévère : 30 % de reçus. A la fin de la seconde année — un peu d'anatomie, un peu de physiologie, tout en continuant la biophysique et la biochimie — on compte 65% de reçus, sur les 30% de rescapés de la 1re année ». Et, parmi ces reçus, il faut tenir compte des « reçus-collés » (un millier cette année) ceux dont les notes leur permettent d'être considérés comme reçus mais qui, faute de places, ne trouvent pas de C.h.u. pour les accueillir.

Une fois le premier barrage franchi, il y a de fortes probabilités pour que l'étudiant soit un jour médecin. « C'est une question de patience, après » comme dit Jean-Yves. Et cette sélection se fait sur des critères qui ont plus à voir avec la physique, les mathématiques et la chimie qu'avec la médecine. Pourtant, « on ne me demandera pas quand je serai médecin de réparer mon électrocardiographe tombé en panne. Quant à savoir comment il fonctionne, c'est bien sûr intéressant. Mais il est plus intéressant encore de savoir lire l'électrocardiogramme et de savoir reconnaître les signes cliniques d'une maladie de cœur. Or, j'ai l'impression de travailler au moins autant que mon père quand il était étudiant mais d'en savoir moins. Et ce n'est qu'en 3e année qu'on commence la sémiologie (étude des signes) des maladies et un peu de pathologie abrégée. Ce n'est qu'en 4e année que l'on commence à aller à l'hôpital, c'est-à-dire à suivre la visite du patron tous les matins. On reçoit d'ailleurs, pour cela, 10 francs par matinée. Mais, et la situation devient cocasse, les études et les stages ne sont absolument pas coordonnés. Tu peux faire un certificat de pneumologie et être externe dans un service de rhumatologie. Ou le contraire. »

Jean-Yves insiste surtout sur son apprentissage de « l'homme en tranches ». Sociologie, psychologie, urbanisme, environnement ? Jamais entendu parler ! Il faut être juste : en six ans d'études — la septième étant plus spécialisée — deux heures sont consacrées à l'étude des maladies psychosomatiques (celles dont les causes sont d'origine psychologique). Le garagiste répare des voitures, le médecin essaie de réparer des gens ; on ne lui demande pas, en plus, de les comprendre, de les replacer dans leur cadre de vie, leurs difficultés ou leurs joies : le médecin soigne « un estomac », « une vésicule » ou « un panaris ».

Ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe pas de médecins qui ne sachent parler à leurs malades, les écouter, les aider. Simplement, on peut constater que le contenu et la nature de leurs études ne les y amènent pas naturellement.

L'étudiant en médecine apprend, plus ou moins bien, des nomenclatures et des techniques. Mais jamais il ne lui est donné de réfléchir sur le statut social que sera le sien, sur ses relations avec le malade, sur les modalités de leur insertion à tous deux dans la société. Son être social est implicitement tenu pour défini une fois pour toutes, et pour tellement évident qu'il n'est pas besoin de l'analyser. Il fait partie d'un Ordre, dont l'Ordre des médecins est le représentant, le symbole. La tentation de réfléchir est d'ailleurs rapidement brisée par le système : hôpital le matin, cours l'après-midi, travail personnel le soir, dans la mesure où la mémorisation pure et simple permet de qualifier de personnel un tel travail.

Dans ces conditions, l'étudiant apprend à se trouver face à telle ou telle maladie, mais non face à un être qui est aussi malade. Il a pour tâche de guérir ou d'opérer tel ou tel cas, non d'envisager la maladie comme éventuel symptôme social, ni le malade comme quelqu'un qui se trouve placé dans telle ou telle situation sociale. Il continuera de découper le malade en tranches d'analyses, ne retenant que celles qui le concernent directement. Il aura face à lui un porteur de germes, un agité, un estomac à ulcère, etc., mais jamais un employé de banque, un manœuvre habitant à une heure et demie de son lieu de travail, ou un jeune errant dans une ville nouvelle. Il infligera au malade son savoir, mais ne saura finalement rien de lui.

De même, la médecine telle qu'elle est enseignée se veut planétaire, unique, seule scientifique et civilisée. Ici, encore, il y a affirmation implicite, non formulée mais évidente. Peu importe ce qui se passe ailleurs, par exemple en Chine : et lorsque des informations sur d'autres médecines sont rapportées non par des médecins, mais dans des livres comme celui d'Alain Peyrefitte, on prend soin de dire que l'Occident ne saurait s'inspirer de telles expériences ! Ce n'est pas un hasard si cette ignorance est entretenue : toute réflexion, nécessairement de nature politique, diminuerait par définition le temps consacré à l'étude des « techniques », déboucherait sur des débats, remettrait en question la part de « sacré », de bluff, dont l'Ordre a besoin pour se reproduire et se perpétuer.

Jean-Yves aurait souhaité « voir » des malades plus tôt et pas seulement en milieu hospitalier. « Pourquoi, par exemple, ne pas envisager des « stages » auprès d'un médecin de quartier » ? En effet, « à l'hôpital, on voit le plus souvent des maladies graves, parfois même assez rares, mais c'est le médecin de quartier qui soigne les maladies de tous les jours.

« L'hôpital n'est pas seulement un lieu où l'on soigne, c'est le monde du rituel, presque celui du spectacle. Il y a ceux qui sont en blouse, ceux qui ne le sont pas — les malades — ceux dont la blouse est blanche — les médecins — ceux dont la blouse ne l'est pas — bleue, par exemple, pour les assistantes sociales. Encore convient-il

→



LES VRAIS SCANDALES DE LA SANTE





de distinguer des autres « la blouse du patron », qui fait l'objet d'un soin particulier de la part de la surveillante. C'est une espèce de fascination qui s'exerce d'abord sur les malades. La « visite » a ses rites, tout le monde, malades, médecins et soignants, est à la fois figurant et spectateur. Il faut y être passé pour le comprendre. » C'est que la carrière hospitalière est prestigieuse et fondée sur une notion d'élitisme. Aujourd'hui, tous les étudiants sont « externes » sans passer de concours comme il y a quelques années encore. En revanche, l'internat existe toujours, aussi difficile : beaucoup d'appelés, très peu d'élus. C'est d'ailleurs à ce moment-là que l'étudiant peut s'évaluer. « Après l'internat, on souhaite faire une carrière hospitalière, il faut être choisi par un « bon » patron. Un « bon » patron, c'est celui qui est puissant, qui a des relations et qui vous fera nommer chef de clinique. Au terme des quelques années que dure le « clinicat », le patron peut — s'il est influent — vous faire nommer maître de conférence agrégé-médecin des hôpitaux. Il s'agit, en effet, d'un concours sur titres et non sur « épreuves ». Malheureusement pour vous, si vous n'êtes pas nommé médecin des hôpitaux, vous risquez de vous retrouver à 35 ans, avec une spécialité, certes, mais sans argent pour vous installer. C'est donc une carrière très hasardeuse sans appuis familiaux, personnels ou politiques solides au départ ». A l'hôpital, l'étudiant « traîne un peu », comme dit Jean-Yves. Il regarde, fasciné par le langage, par la magie incarnés par le patron et ses assistants. Il porte lui aussi une blouse blanche. Pour le malade il « sait ». Mais, comme le souligne Jean-Yves, « je ne parle pas beaucoup aux malades, je crains probablement inconsciemment de ne pas savoir répondre à leurs questions — questions qu'ils me poseraient à moi et n'oseraient pas poser au patron. C'est un monde très insécurisant où le médecin a le contrôle de la situation et tient à le conserver ; le malade subit le traitement, il s'en remet au médecin qui possède le pouvoir. »

"J'ai préféré l'usine"

Car il s'agit véritablement d'un pouvoir médical, qui commence cependant à être remis en question — dans ce domaine, le dernier livre d'Ivan Illich, « La convivialité » (Le Seuil), apporte un certain nombre d'idées intéressantes et originales. Quand les femmes du M.L.f. affirment qu'« elles peuvent soigner elles-mêmes leurs petites infections gynécologiques », elles ne font rien d'autre qu'affirmer qu'elles peuvent reconnaître un certain nombre de signes, elles aussi, et éventuellement prendre les mesures qui s'imposent. Reconnaître un certain nombre de signes, dédramatiser la maladie, ne plus être totalement dépendant, c'est se prendre en charge, c'est être adulte. D'ailleurs, de nombreux gestes médicaux se « banalisent » et ne sont plus du ressort exclusif du médecin. Les infirmières « font » les injections intramusculaires, mais aussi les intra-veineuses. Dans les services hospitaliers, elles peuvent être amenées à effectuer, par exemple, des sondages urinaires ; les « manipulateurs radio » prennent les radiographies, ce sont des « laborantines » qui prélèvent le sang. De plus en plus souvent on est amené à constater cette « banalisation » du geste médical.

D'autre part, le public demande une plus grande information dans ce domaine. Cette information est parfois bien faite. Parfois mal : elle peut se présenter sous une forme « sensationnelle », ce qui n'est pas souhaitable.

Il y a encore une dizaine d'années, décéder en cours d'intervention chirurgicale, par exemple, était un risque à courir. Aujourd'hui, si cet accident se produit, « on » exige de savoir pourquoi et comment : bref, « on » a besoin de comprendre. C'est le début d'une prise de conscience : la médecine, c'est aussi l'affaire de tous. Et cette évolution, est particulièrement sensible chez les infirmières.

Tout a probablement déjà été dit à leur propos. Qu'elles sont en nombre insuffisant : 140 000, dont 60 % travaillent en hôpital. Qu'elles sont mal payées : 1 600 F par mois pour une débutante en hôpital public, qui atteindra 2 600 F en fin de carrière. Qu'elles sont des exécutantes mal considérées par l'administration. Tout cela est vrai. Récente amélioration à leur situation, mais qui en dit long sur leurs conditions de travail : un décret de février 1973 indique que leur journée ne doit pas dépasser 9 heures (10 heures pour l'équipe de nuit, en principe moins chargée) obligatoirement suivies de 12 heures de repos. Un repos de quatre jours toutes les deux semaines est également prévu, dont 2 jours de congé consécutifs. Dans la pratique, le manque de personnel empêche l'application de ce décret dans les hôpitaux publics ; comme de celui sur le travail à temps partiel, pourtant prévu.

Une infirmière d'entreprise, 27 ans : « Je travaille maintenant en usine, parce que je n'en pouvais plus. Je suis entrée à l'Assistance publique tout de suite après mon diplôme d'Etat : j'étais liée par contrat. J'ai cru devenir dingue : j'étais seule diplômée pour 60, parfois 70 malades. Faire les piqûres, distribuer les médicaments, aider l'aide soignante à servir les repas, elle-même ne s'en sortant pas ; ramasser les couverts, prendre « les tensions » de la salle, relever les températures, je n'avais jamais le temps de souffler, jamais le temps de m'intéresser à mes malades. Faire de l'observation ? Mais quand en aurais-je eu le temps ? »

Toujours revient le même mot : le « temps ». Elle est maintenant en usine avec un travail bien moins « intéressant », mais des horaires réguliers et un salaire représentant 200 F de plus par mois.

« Bien sûr, maintenant, je ne soigne pas vraiment, des pansements de temps en temps, de la paperasse et la préparation de la visite du médecin du Travail. Mais, de toute façon, je n'avais le temps de rien faire. Parler avec les gens m'a semblé ici incroyable, au début. Rentrer chez soi le soir, pouvoir écouter mes enfants et mon mari, faire des projets... Je sais que je travaille tous les jours de 8 à 18 h ; ça peut paraître aussi long qu'une journée d'hôpital, mais le boulot est cent fois moins déglingant. Pourtant, j'aimais le métier d'infirmière. Mais vraiment, pas dans ces conditions-là. »

Si les « anciennes » infirmières posent surtout des revendications d'ordre salarial, elles ne remettent pas en question leur rôle, ni leur place au sein de l'équipe soignante. Elles sont de l'école qui prônait les activités de « maternage », soins et toilette. Chaque chose à sa place, chacun à sa place. Elles se veulent des exécutantes dévouées au médecin et dévouées au malade. Les jeunes infirmières, en revanche, si elles posent les mêmes revendications que leurs aînées pour ce qui est de leurs conditions de travail et de salaire, veulent en plus que soit reconnue leur technicité. Elles se spécialisent de plus en plus souvent — en chirurgie, par exemple, ou en réanimation — et elles veulent faire

partie d'une « équipe ». Il est vrai qu'elles peuvent acquérir une réelle expérience, qui sera précieuse au médecin. Elles peuvent, par l'observation quotidienne du malade, lui apporter des éléments intéressants... pour peu, il est vrai, qu'elles aient le temps de discuter avec leurs malades. Pour faire ce travail, il faut posséder au départ au moins deux centres d'intérêt : un intérêt humain, il faut aimer les autres pour vouloir et pouvoir les soigner, et aussi un intérêt plus technique pour le travail médical.

Remis dans le circuit

Il se trouve que l'ensemble du corps médical n'est guère préparé à affronter les véritables problèmes qui se posent dans notre type de société. L'enseignement donné aux médecins et aux infirmières peut sembler, eu égard aux besoins, aberrant. Mais le moule dans lequel passent par exemple les futurs hauts fonctionnaires ne participe-t-il pas du même système ? Or, en ce qui concerne la médecine, la question est d'autant plus angoissante que le défi qui se pose à elle ne cesse de grandir : la société actuelle produit de façon industrielle, autant que des voitures et des aspirateurs, des handicapés, des malades mentaux, des accidentés du travail. Est-ce l'effet du hasard ?

Dans son livre « Les exclus » (éditions du Seuil), René Lenoir, directeur de l'aide sociale au ministère de la Santé, publie des chiffres qui donnent à penser : un million de débiles mentaux, deux millions d'handicapés physiques — dont 1 300 000 vieux infirmes ou grabataires, 160 000 jeunes délinquants, plus « 3 ou 4 millions d'inadaptés sociaux », parmi lesquels environ 160 000 suicidaires... Bref, un Français sur six a besoin d'assistance. Ces chiffres et la réalité qu'ils recouvrent obligent à leur opposer d'autres statistiques : l'allocation servie aux aveugles et aux grands infirmes est de 4 800 F par an. L'association des paralysés de France estime que les ressources minima d'un handicapé adulte représentent actuellement 43,4 % du Smic, en incluant l'allocation aux handicapés adultes, qui est depuis le 1er juillet dernier de 110 F par mois. Quant aux parents d'un débile profond, c'est 73,50 F qu'ils recevront tous les mois pour lui venir en aide.

Face à ses « différents », à ses malades, on a l'impression que la société réagit suivant leur degré de récupérabilité. Il y a ceux dont on n'attend plus rien : la société les fait survivre. Puis il y a ceux dont on peut espérer — après rééducation et réadaptation — que, remis dans le circuit, ils pourront encore être utiles. Dans cette catégorie, on trouve les convalescents. Pour eux, la Sécurité sociale accepte de consacrer une partie importante de son budget sous forme de prise en charge de séjours en maisons de repos. Mais si l'assuré s'arrête souvent de travailler en raison de son mauvais état de santé et s'il a 60 ans, il sera « préférable » de le mettre à la retraite anticipée : il ne sera pas lésé, il touchera sa pension vieillesse comme s'il avait travaillé jusqu'à l'âge de 65 ans. Mais on sait que très souvent la retraite, c'est d'abord la mise à l'écart. On peut, dans ces conditions, se demander si elle rendra sa santé à la personne considérée.

Il existe des centres de reclassement professionnel permettant au mutilé du travail, au blessé de la route, à l'invalide civil de se recycler. Là encore, la Sécurité sociale aide à cette réalisation : l'apprentissage peut être long et onéreux. L'intéressé est pris en charge par le ministère du Travail et par la Sécurité sociale ; il peut être mené parallèlement à une rééducation motrice. Une pension d'invalidité sera attribuée de surcroît.

L'encouragement à la reprise du travail est réel, pour peu que l'intéressé soit jeune et « récupérable », et il est incontestablement bénéfique. Mais qu'en est-il des possibilités d'emploi ? Le problème reste entier au moment où il faut trouver du travail. Et les préjugés ne proviennent pas que des employeurs privés. Les services publics, les administrations centrales sont plus que réticents à embaucher des handicapés. Le 12 octobre dernier, Pierre Messmer répondait à une question de Fernand Sauzedde, député radical de gauche, que l'administration ne fait pas un recensement systématique de tous les candidats handicapés physiques. Il ajoutait, à titre indicatif, que 14 handicapés physiques ont subi en 1973 les épreuves écrites des concours ministériels. Aux P.t.t., par exemple, le fait d'être amputé d'une main empêche un candidat, même appareillé, d'obtenir un poste quelconque. Sauf exception : à la suite d'une lettre de protestation parue dans « le Monde » du 9 juillet 1973, une postulante éconduite qui écrivait « Ne vous apitoyez pas sur les handicapés physiques, faites-leur une place » s'est vu accorder un poste par le ministre des P.t.t. lui-même, Hubert Germain.

C'est dans tous les aspects de la vie quotidienne que l'handicapé a été oublié : même les H.l.m. récemment construites ne sont pas, sauf exception, accessibles à l'handicapé se déplaçant par exemple en fauteuil roulant. Même aller au cinéma leur est interdit.

Quels "inadaptés sociaux"?

Cette situation qui est faite aux handicapés tient à la fois à la législation et aux mentalités : on soigne, et même de façon remarquable. On accomplit parfois des « miracles », on maintient en vie à tout prix, mais l'urgence médicale une fois réglée, c'est à l'handicapé — aidé par sa famille dans le meilleur des cas — d'essayer de survivre. Ainsi ce vieillard, victime d'un accident de la route à quatre-vingts ans, transporté par hélicoptère à l'hôpital, resté dans le coma une dizaine de jours, placé sous respiration assistée, soigné jour et nuit par une équipe hospitalière compétente et efficace, rendu à sa fille — mariée et vivant dans un 2 pièces-cuisine avec son mari et trois enfants — grand infirme incontinent et hémiplégique. Le service social, alerté, est dans l'impossibilité de trouver un placement, même temporaire, à ce vieillard : plus « malade », mais stabilisé dans ses séquelles d'accident, trop âgé pour bénéficier d'une maison de repos, trop invalide pour toute autre formule de placement, trop pauvre pour envisager le placement dans une maison privée qui pourrait l'accepter.

Ce qui est en cause, ce n'est le fait qu'on soigne « trop bien », mais le fait qu'on ne pense pas à ce qui vient « après ». C'est cette distorsion entre le médical et le social qui est aberrante. Bien sûr, on a tout fait pour sauver la moindre parcelle de vie. Mais après ?

Cette distorsion est tout aussi nette si l'on pense à tous ceux dont on « n'attend plus rien », en particulier ceux envers qui la société n'a pas de « dette » et qui, par conséquent, n'ont droit à aucune « réparation », si minime soit-elle : pas de rente de Sécurité sociale, pas de pension (pour accident de travail, maladie professionnelle, ou invalidité, par exemple). Enfin, tous les « laissés-pour-compte ».

Voici encore des chiffres, relevés eux aussi dans le livre du directeur de l'Aide sociale : « Il naît un handicapé physique ou mental toutes les vingt minutes ; les accidents de la route en ajoutent 50 000 par an ; un million trois cent mille personnes âgées sont invalides ». Un phénomène nouveau est apparu : la drogue, sans que le taux d'alcoolisme ait diminué. D'autre part, « la civilisation » donne naissance à de nouvelles maladies : notre mode de vie est de plus en plus perturbant ; les transports sont mal adaptés aux besoins ; l'urbanisme perd de vue l'homme ; il y a aussi les travaux imbéciles, les cadences insupportables, la course aux objets et aux gadgets, les loisirs abêtissants, bref une vie de plus en plus difficile à vivre, qui engendre chaque année de nouveaux inadaptés, de tous milieux et de tous âges.



Manifestation des « reçus-collés », à Paris.

Le problème se pose d'ailleurs de savoir s'il faut les « soigner », les réadapter : n'est-ce pas une réaction saine que de ne pas s'adapter à ce qui est perturbant ? Le Dr Jean-Claude Polack, qui est psychiatre, le pense : « Il ne s'agit pas de « soigner », au sens habituel du terme, mais plutôt de faire prendre conscience au « malade » que sa maladie ne vient pas toujours de lui-même. Qu'il ne doit pas subir, en se repliant sur lui. Au contraire, la guérison et la « réinsertion » consistent à se prendre en main, à s'organiser et à se battre avec les autres pour que ça change ».

Le ministère de la Santé entend par « inadaptés sociaux » la frange de la population qui est prise en charge : il sont « trois ou quatre millions » d'individus. Les chiffres sont éloquents : sur 650 000 enfants pris en charge en 1972 par l'Aide sociale à l'enfance, 300 000 sont soit abandonnés (45 000), soit enlevés à leur famille par décision du juge ou du directeur départemental de l'action sanitaire et sociale... Ils sont tous en danger d'inadaptation. En treize ans, de 1958 à 1972, le nombre des jeunes pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance a été multiplié par 2,5 : de 250 000 enfants en 1958, on est passé à 600 000 en 1972. On évalue le nombre des jeunes drogués à 35 000. Pour ce qui est des adultes, Lenoir isole cinq catégories :

— Les malades mentaux : environ 300 000 ;
— Les suicidaires : environ 165 000 ;
— Les alcooliques : environ 200 000 ;
— Les délinquants : 260 000 ;
— Les marginaux ou asociaux : 150 000, chiffre incluant les vagabonds, les anciens délinquants, les anciennes prostituées, quelques milliers de familles des bidonvilles vivant d'expédients. Ne sont pas inclus les adultes refusant les règles de la société et organisés en « communautés » dans la mesure où ils subviennent à leurs besoins.

Et le directeur de l'Aide sociale ne tient pas compte d'un groupe particulièrement vulnérable : les immigrés, fragilisés par un mode de vie nouveau, un environnement souvent hostile, des conditions de

→



travail perturbantes, le manque de logement. Qu'est-il prévu pour ces inadaptés sociaux ?

Certes, une prise en charge par les services spécialisés existe. Il s'agit dans tous les cas de faire de l'inadaptation un problème médical, surtout pas un problème politique. Il est vrai que la plupart des psychiatres sont d'accord pour admettre qu'il est souhaitable de réduire au maximum le temps d'hospitalisation et de multiplier les consultations externes. Ils pensent également qu'il conviendrait de faire intervenir d'autres solutions : l'hospitalisation à domicile quand elle est compatible avec la vie de la famille, l'hospitalisation de jour, les hôpitaux de nuit. Mais dans la pratique ? Il ne semble pas utile de revenir sur le scandale que constitue l'hôpital psychiatrique, son organisation souvent moyenâgeuse, sa conception encore asilaire de la maladie : c'est encore bien souvent un « dépotoir ».

Se replier ou se clochardiser

D'autre part, la législation du travail, même celle de la Sécurité sociale, méconnaît totalement les difficultés particulières de l'« inadapté » : il doit, par exemple, fournir à son employeur — « comme tout le monde » — son certificat d'arrêt de travail dans les 48 heures alors que, précisément, il est souvent incapable, parce qu'angoissé, même momentanément, d'aller consulter un médecin, de se « mettre en règle » avec la paperasse.Ce qui explique la facilité avec laquelle il perd son emploi, se noie dans les difficultés administratives, ne peut s'inscrire au chômage, est amené à se replier de plus en plus sur lui-même, perdre contact avec la réalité et, souvent, se clochardiser.

De surcroît, la Sécurité sociale ne prend en charge le traitement des malades que pour une durée de trois mois à la sortie de l'hôpital. Là encore, n'est-ce pas un souci de « récupérabilité » qui l'anime ? Consteuroux, président de l'Union nationale des familles de malades mentaux, rapportait à ce propos, lors du congrès de ce mouvement tenu en septembre dernier, à Lille : « Il en résulte une situation aberrante : des malades stabilisés et sur la voie du rétablissement, doivent retourner à l'hôpital après un séjour dans des foyers non médicaux ; d'autres doivent rester dans les hôpitaux psychiatriques alors qu'ils pourraient en sortir ».

Si les inadaptés sont des mal-aimés, des gêneurs que la société laisse survivre, à condition qu'ils ne gênent pas trop, il existe une catégorie de la population qu'elle rejette tout à fait ou dont elle ne tient pas compte. Il s'agit de ceux qui n'ont jamais été utiles, ou ne le seront jamais : les enfants arriérés, les infirmes de naissance, les vieillards malades. Au 1er janvier 1973, on estime ainsi à environ deux millions le nombre des handicapés physiques ou mentaux âgés de 0 à 64 ans. Chez ceux qui ont plus de 65 ans, on évalue à 20 % le total des invalides — soit 1 282 000 infirmes. Il y a donc 6,3 % de la population française qui sont composés de handicapés physiques ou mentaux.

On peut être tenté d'admettre que le degré de civilisation d'une société se mesure à l'attitude qu'elle adopte vis-à-vis de ses handicapés et de ses malades, à la place qu'elle leur fait. Or, c'est dans les sociétés dites « primitives » que le « différent » est le mieux admis, qu'il ne dérange pas, qu'il est accepté et entouré par la collectivité entière. Il peut vivre sa vie de « différent » et ne présente aucune agressivité, puisqu'il ne se sent pas repoussé. Dans nos sociétés « évoluées », nous avons perdu cette faculté d'accueil, cette faculté de faire des choses simples ensemble, de chanter ou de danser. Même parler aux autres devient difficile.

Que fait notre système pour les 800 000 débiles mentaux qui ont entre 0 et 19 ans. Il accorde une allocation de 73,50 F par mois aux parents. Qu'ils se débrouillent pour trouver un internat spécialisé. Et périodiquement, éclateront les scandales qui rappelleront que non seulement ces internats n'ont pas de fonction soignante, mais que l'existence des enfants y est souvent épouvantable : mauvais traitements, hygiène déplorable, jeunes livrés à eux-mêmes. Ces placements offrent un intérêt : ils sont pris en charge par la Sécurité sociale. Si la famille est fortunée, elle pourra avec d'autres fonder un centre, tel le centre de Tremblay-lès-Gonesse dans la région parisienne. Dans ce cas, il n'est pas exclu que la direction départementale de l'aide sociale accorde une aide importante. Encore faut-il avoir les moyens de commencer l'expérience, se battre avec l'administration pour obtenir le droit d'ouverture d'un tel centre. Tout cela est long, onéreux et souvent décourageant. Que faire quand on est pauvre et affligé du malheur d'avoir un enfant débile ? S'en séparer jusqu'à sa majorité, si on trouve un placement ? Et après la majorité ? Prévoir le placement en hôpital psychiatrique dans la section des chroniques, des irrécupérables? Et pourtant, sur ces 800 000 débiles mentaux, on ne compte « que » 95 000 débiles profonds et 30 000 arriérés profonds. Il y a sûrement quelque chose à faire pour les autres...

Peuplés par la misère

De la même façon, on peut compter sur les doigts de la main les centres destinés à recevoir les enfants sourds-muets et les enfants mal voyants ou aveugles. Pourtant ils ne sont pas débiles, mais, faute d'une éducation spécialisée, ils ne pourront vivre économiquement indépendants. Cependant à l'Institut national des sourds-muets de la rue Saint-Jacques à Paris, par exemple, les résultats obtenus sont surprenants si l'infirmité de l'enfant est reconnue très tôt et si l'éducation est entreprise rapidement. Le jeune y apprend à lire sur les lèvres de son interlocuteur et les conversations peuvent s'engager. L'enfant pourra suivre une scolarité. Mais il n'existe actuellement en France que quelques centres nationaux de rééducation pour enfants sourds-muets, plus quelques autres qui sont privés, ceci pour 20 000 jeunes déficients auditifs. Ce qui est trop peu. La situation est la même pour les aveugles et les mal voyants.



L'asile de Ville-Evrard.

Les expériences pilotes que la presse monte en épingle ne peuvent pallier l'absence de politique.

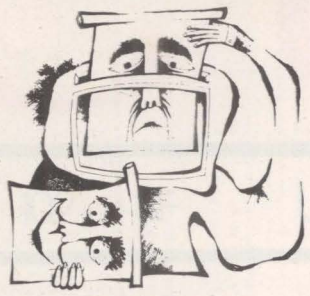
Quant aux vieillards malades ou infirmes, on les retrouve souvent en hiver dans les salles communes des hôpitaux. En été parfois aussi, quand leur famille les « place » pendant les vacances, « détail » que nous signale une infirmière de l'Assistance publique. Pour le vieillard infirme, il ne reste que l'hospice ou la section des invalides de la maison de retraite. Situé entre le 12e arrondissement de Paris et Saint-Mandé, l'hospice Saint-Michel a été construit en 1830. Murs gris et sales, couloirs gris et sombres, salles communes dont les lits sont séparés par des boxes. Une chaise métallique, une petite table de nuit, une cuvette, une armoire ; voilà pour le mobilier. Tel est l'endroit dans lequel les vieux de l'hospice attendent de finir leur vie. Les grabataires — une vingtaine — ont été « rangés » ensemble dans un dortoir. L'hospice comporte 240 lits, tous occupés, dont une centaine pour invalides. Les 140 autres ont été peuplés par la misère. Déprimant, vraiment très déprimant. Il faut avoir vu l'hospice Saint-Michel — qui n'est malheureusement qu'un exemple — pour avoir l'impression de « toucher le fond ».

Ces constatations n'incitent pas à l'optimisme. Certes, des améliorations locales ou sectorielles ont été, sont et seront apportées. Mais des palliatifs ne peuvent rien régler. Il ne faut pas se leurrer : la société industrielle basée sur le profit dans laquelle nous évoluons est à l'origine du drame collectif que nous vivons et la réponse se devra d'être politique, au sens le plus fort du terme. C'est dans ce contexte que se situent, indissolublement unis dans leur névrose, leur pathologie, les médecins, les patients, les rapports qu'ils entretiennent, leur perception de la maladie, et la maladie elle-même. Il ne s'agit pas essentiellement d'améliorer les conditions d'accueil aux handicapés, même s'il paraît difficile au système actuel de remplir une telle tâche, alors qu'il bute sur la question des équipements collectifs.

Il s'agit de faire en sorte que nous ne soyons pas rapidement transformés en une collection de déglingués, physiques ou psychiques. Donc que nous prenions en main notre vie personnelle et collective. Toute réflexion sur la médecine de l'avenir est une réflexion sur la démocratie. Dans l'état actuel des choses, elle en est aussi une sur le capitalisme et sur le style de rapports qu'il introduit entre ces hommes qu'il traite en marchandises.

DENISE DECORNOY

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 15 MARS

Dans la série Dialogues, de Jean-Marie Drot : Malraux parle de Picasso (20 h 30, ch. 1).

SAMEDI 16

« Le ballot » : une dramatique du « cinéaste maudit » des « Honneurs de la guerre », Jean Dewever (20 h 35, ch. 1).

La 2e partie de l'émission sur la psychanalyse, avec Jacques Lacan (22 h, ch. 1).

DIMANCHE 17

Une évocation de Maurice Frydland : « Pierre Brasseur » (13 h 30, ch. 2).

« Les affameurs », l'un des plus remarquables westerns d'Anthony Mann (17 h 10, ch. 1).

Pourquoi une fillette de 14 ans en arrive-t-elle au suicide ? Bernanos adapté par Bresson : « Mouchette » (22 h 35, ch. 2).

LUNDI 18

Un amnésique, un meurtre... « Le scandale » de Claude Chabrol (20 h 40, ch. 3).

MARDI 19

La première d'une série d'émissions « Qu'est-ce que la vie ? » : la biologie moléculaire — expliquée par André Lwoff, Ernest Kahane, etc. (21 h 30, ch. 1).

MERCREDI 20

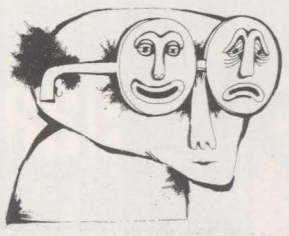
Au magazine Plein cadre : Madame le médecin (au Kenya) ; Madame le recteur (à Reims) (20 h 30, ch. 1).

L'Eglise depuis Vatican II (20 h 40, ch. 3).

JEUDI 21

« Les contrebandiers de Moonfleet », un film de Fritz Lang, suivi d'un débat sur « l'enfant et ses images » (20 h 35, ch. 1).

Au magazine 52, une émission très attendue sur les récents incidents de Roubaix : bagarre du samedi soir ou ratonnade raciste ? (20 h 40, ch. 3).



Théâtre

PARIS

*** Théâtre de la Ville : « L'Odyssée pour une tasse de thé » de Jean-Michel Ribes. Mise en scène de l'auteur.**

Homère dans la joie. La joie au présent.

*** Théâtre national de Chaillot (Salle Gémier) : « Vermeil comme le sang » de Grimm. Mise en scène de Claude Régy.**

Malsain, macabre, choquant, sanguinaire, cruel : un conte silencieux. Des images pour dénoncer « tout bavardage inutile. »

*** Théâtre mécanique : « Deutsches Requiem » de Pierre Bourgeade. Mise en scène de Daniel Benoin.**

Les délires d'Hitler. Des menaces d'hier valables pour aujourd'hui.

*** Théâtre de l'Odéon : « La catin aux lèvres douces » de René Clair. Mise en scène de Jean-Pierre Miquel.**

Un cinéaste sur les planches.

*** Théâtre de l'Est parisien : « Le cavalier seul » de Jacques Audiberti. Mise en scène de Marcel Maréchal.**

Un anti-héros occitan.

BANLIEUE

*** La Courneuve (Mairie) : « Nuit de guerre dans le Musée du Prado » de Raphaël Alberti. Mise en scène de Pierre Constant.**

La guerre civile espagnole et la sauvegarde des œuvres d'art.

PROVINCE

*** Toulouse : « La folle de Chaillot » de Jean Giraudoux. Mise en scène de Jean Deschamps, avec Paul Crauchet et Edwige Feuillère.**

Le rêve contre l'argent. Les poètes et l'utopie contre l'ordre établi.

*** Avignon : « Les tambours de Satan » d'André Bénédetto. Mise en scène de l'auteur.**

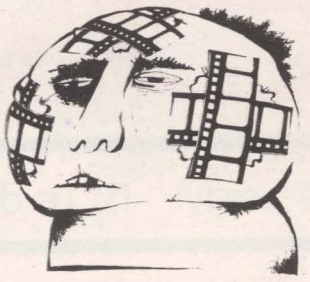
Analyse de la Genèse. Dénonciation de l'exploitation de la crédulité et de l'innocence du genre humain.

*** Nice : « Le sourire au pied de l'échelle », d'Henry Miller. Mise en scène d'Henri Massadru.**

Histoire d'un clown. Pour la première fois, Miller sur une scène.

*** Reims (Maison de la Culture) : « Pour qui sonne le glas » d'Hemingway, mise en scène de Robert Hossein.**

Hossein fait un nouveau pari. Parce que, dit-il, « je suis fasciné par l'humanisme d'Hemingway ».



Cinéma

*** Michael Crichton :Mondwest.**

La science récupérée par l'industrie des loisirs dans un Club Méditerranée peuplé de robots perfectionnés. Crichton renouvelle le thème de la révolte des machines dans un film merveilleusement excitant.

*** Glauber Rocha : Antonio das Mortes.**

Samedi soir, en conclusion de la Semaine Amérique latine organisée par « Nouvelles frontières », la projection (au Fiap, 30, rue Cabanis, Paris-14e, à 20 h 30) de ce chef-d'œuvre du cinéma sud-américain sera suivie d'un débat animé par des journalistes brésiliens. La veille (vendredi 15 à 20 h 30), le film « Septembre chilien » introduira une soirée musicale avec des chanteurs chiliens, argentins et brésiliens.

Festivals

*** Festival international d'art contemporain de Royan (du 18 mars au 2 avril) : L'Amérique latine.**

Une semaine d'animation, de la musique contemporaine, de la danse, des peintres et des photographes, des musiques traditionnelles, un festival du jeune cinéma, le tout consacré à l'art latino-américain.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*60 F* ☐
normal d'un an à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source ☐

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

l'unité

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Guy Perrimond, Serge Richard (rédacteurs en chef), Michèle Backmann, Josette Barbier, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Claude Fuzier, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jacqueline Sorret, Maurice Séveno, Antoine Violet.

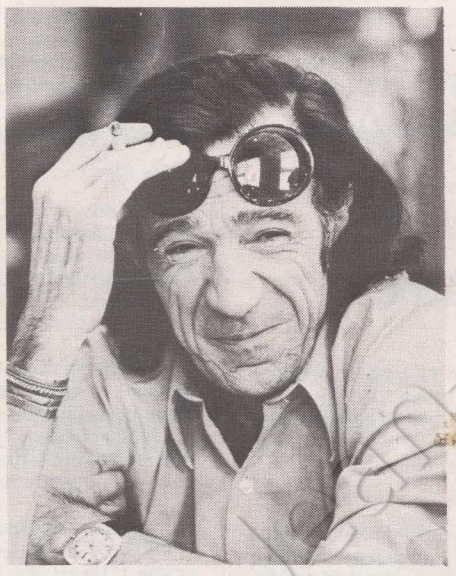
SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéi.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523. 10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2000.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetôt.

DE A JUSQU'A Z



par
Henri-François Rey

COMME ILLEGITIME

Il est tout de même singulier de constater que depuis que la Cinquième République existe, et surtout depuis le début du règne pompidolien, il ne se passe pas de jour, sinon d'heure, que les milieux politiques et journalistiques ne s'interrogent sur la succession du Président élu, alors que les élections présidentielles se profilent très loin à l'horizon. Du temps de DeGaulle, ce petit jeu se faisait en catimini. Sous Pompidou, au grand jour. Et l'élu du peuple a beau introniser pour la troisième fois, à grand bruit, son Premier ministre, rien n'y fait. Après une accalmie de 48 heures, tout recommence : Valéry ou Chaban, Chaban ou Messmer, et pourquoi pas Jobert ? Tout cela, bien entendu, axé sur cette idée fixe : la mort prochaine de Pompidou. Je passe sur l'ignominie et la cruauté du procédé. Quels que soient les qualités ou les défauts de l'homme au pouvoir, il est assez atroce de le mettre chaque jour devant ces supputations concernant sa mort.

En fait, ces jeux de Cour, ces combines de couloirs, prouvent une seule chose, et la prouvent bien : que ce Pouvoir, ce régime, cette République sont illégitimes.

Née d'un coup d'Etat d'autant plus subtil qu'il ne fut pas effectif au sens classique du terme (pas de prise du pouvoir par la force) mais basé sur un chantage au coup d'Etat, la Cinquième République a toujours été motivée par ce complexe : n'être pas légitime, avoir saisi le pouvoir par surprise et par chantage. De là ses multiples référendums, histoire de se conforter et de pouvoir arguer de l'adhésion du peuple. De là aussi ses intrigues pour la succession, ses complots, ses cabales. De là cette odeur nauséabonde de je ne sais quel empire ottoman en train d'agoniser.

Car enfin, je ne vois pas d'autre démocratie occidentale en proie à ce prurit comploteur ; même aux U.s.a. où Nixon est attaqué de toutes parts, depuis l'accession de Ford à la vice-présidence, les Américains sont rassurés quant à la continuité du pouvoir. En vérité, nous sommes en présence d'une monarchie élective, système qui a donné les résultats que l'on sait il y a quelque 1 200 ans, au temps des royaumes francs.

S'il est vrai que la gauche doit jouer le jeu de cette République, c'est-à-dire être présente partout où elle le peut et notamment au Parlement, elle doit chaque fois insister sur l'illégitimité de ce Pouvoir et de ce régime. Et la tâche est facile, car à chaque instant les nantis, les barons, les profiteurs en donnent des preuves éclatantes.

P COMME PASSEISTE

Encore une fois enfoncer le même clou et essayer de remettre l'intellectuel dit de gauche dans les vrais chemins de la réalité. Car tout se passe « en France » — c'est-à-dire à Paris — comme si celui-là avait le regard résolument tourné vers le passé. Jamais sur le présent, encore moins vers l'avenir.

Des preuves ? En voilà deux de plus.

Il y a quelques jours, une furieuse polémique opposait, dans « la Dépêche du Midi », Jean Cassou à Bertaud, ancien commissaire de la République à la Libération. Motif : qui a libéré Toulouse ? Tel ou tel groupe de la Résistance ? J'ai oublié lesquels, et heureusement. Le problème est peut-être important pour les historiens, il ne l'est sûrement pas sur le plan des idées immédiates et de la politique immédiate. Bien au contraire, ainsi posé, il ne fait que brouiller les pistes. Mais la France est le pays des anciens combattants, et nous le savons. La Résistance a les siens, et de taille. Et, comme ceux de Verdun, ils entendent vivre sur leur passé et, bien plus, imposer ce passé à ceux qui les entourent.

S'il s'agit d'Histoire (et pour moi toute Histoire sera toujours suspecte) j'ai bien peur qu'il ne soit trop tôt pour avoir une idée générale de ce que fut la Résistance. Il convient donc de laisser travailler les spécialistes dans le silence et de ne pas se servir d'un événement historique passé, et bien passé, dans un but politique actuel. C'est absurde et ça ne rime à rien.

Autre exemple. La furieuse polémique de Clavel avec Max-Pol Fouchet, de Clavel avec Andrieu. Et à propos de quoi, je vous le donne en mille, de savoir si Soljenitsyne (encore lui) a fait oui ou non l'apologie de Vlassov. Je m'excuse, mais je trouve le sujet strictement sans importance. Je m'excuse, mais il s'agit encore du passé et toujours du passé, et je n'en ai rien à faire. Je m'excuse, mais je sais la réaction de jeunes entre vingt et trente ans qui lisent ces poulets enflammés, n'y comprennent rien, s'en détournent et haussent les épaules, prenant définitivement la génération qui les a précédés pour une bande de vieux cons, et ils n'ont pas tort.

Il me paraît, à moi, que le talent de ceux qui se livrent à ces jeux de cirque intellectuel est plus efficace quand il se fixe sur les problèmes du moment. Et Dieu sait s'ils sont nombreux, importants et cruciaux. Et Dieu sait s'il est capital, non pas de ressasser entre gens de la même génération les éternels problèmes, mais d'essayer, quand on le peut, de susciter chez les plus jeunes lucidité et prise de conscience. Et ce n'est pas avec la libération de Toulouse ou la trahison du général Vlassov que nous parviendrons à ce but.

Et puis, j'ai bien peur que, dans deux ans, personne ne sache plus qui était Soljenitsyne.

S COMME SOTTISIER

Nous avons un plan énergétique. Messmer l'a annoncé en personne devant micros et caméras. L'homme fut égal à lui-même, c'est-à-dire inexistant. Il ressort de ce grand projet, d'abord et surtout, que les chers automobilistes-électeurs auront le droit de rouler à 140 à l'heure sur les autoroutes. On ne peut pas avouer plus clairement que le gouvernement a cédé au lobby de l'automobile, au lobby du pneumatique, au lobby des pétroliers. Messmer, bien entendu, prétend que c'est pour sauver l'industrie de l'automobile et ceux qu'elle emploie. Je lui signale, si toutefois il ne l'a point lu, une très intéressante interview d'Agnelli, patron de Fiat, parue dans le « Corriere della Serra », au terme de laquelle il déclarait que si le gouvernement italien le lui demandait, il était tout prêt à abandonner tout ou partie de la construction d'automobiles de tourisme pour se consacrer aux transports publics, et cela sans que le moindre emploi soit supprimé. Ce texte est à méditer, car il prouve que la fabrication à outrance de voitures n'est pas un impératif économique et que bien au contraire, on s'en aperçoit de plus en plus, elle constitue un facteur de déséquilibre, sans compter les problèmes annexes que pose la prolifération insensée de l'automobile.